

Daniel Mukoko Samba promeut investissements et projets stratégiques à Washington

Articles de la page 12 à la page 14.

 THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1658 | Vendredi 13 février 2026 | 20 pages €7 \$8

Le dialogue prend place



Les trois personnalités clés dans la recherche de la paix au Congo. De g. à dr., les présidents congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, angolais João Manuel Gonçalves Lourenço et le président du Conseil togolais Faure Essozimna Gnassingbé, ces deux derniers au titre de l'UA. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Tout indique que le dialogue prend place au pays

Les signaux peuvent se tromper mais les signaux ne se trompent pas. Tout indique que peu à peu le dialogue prend place dans le pays. Il semble même comme si le processus, jour après jour, s'accélère. La question est de savoir quand aura-t-il lieu, où se tiendra-t-il, selon quel format et, surtout, quoi en attendra? Samedi 31 janvier, à la cérémonie d'échange des vœux avec le corps diplomatique qui s'est tenue au Palais de la Nation à Kinshasa, le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo avait donné sa position, traçant des lignes rouges.

DES INVITATIONS LANCÉES. Il avait «réaffirmé (son) «ouverture à un dialogue entre Congolais», mais avait poursuivi: « Si ce dialogue devait se tenir, il se déroulerait sur le sol national, et serait conduit et organisé par les institutions de la République, dans le respect de la Constitution, des lois de la République et des règles démocratiques qui fondent notre pacte national», a-t-il déclaré avant de poursuivre: « Je le dis avec la même clarté: ce dialogue intérieur, aussi nécessaire soit-il, ne saurait tenir lieu de substitut aux obligations internationales. Il ne peut pas être invoqué pour relativiser une agression, ni pour diluer des responsabilités établies (...). La justice suivra son cours normal, avec rigueur, jusqu'au bout, et sans complaisance afin d'honorer la



Ci-haut, Félix Tshisekedi à Luanda et João Manuel Gonçalves Lourenço. DR.

mémoire de celles et ceux injustement tombés du fait de l'agression ». Sur la guerre que mène le Rwanda contre le Congo, il a insisté sur une vérité: «La paix ne se négocie pas au prix du mensonge, et ne se construit pas sur l'impunité», soulignant « un développement majeur intervenu récemment (qui) vient nous conforter dans cette position », à savoir: « une déclaration officielle faite ces derniers jours devant le Congrès des États-Unis d'Amérique (quand) une haute représentante de la République du Rwanda a reconnu l'existence d'une coordination sécuritaire avec les rebelles de l'AFC/M23. Un aveu (qui) constitue un tournant majeur: il réduit l'espace du déni, clarifie les responsabilités et oblige chacun à passer des exhortations aux mécanismes d'exécution - ceux du droit international, ceux des résolutions du Conseil de sécurité, et ceux des enga-



Hadja Lahbib, commissaire européen à la coopération internationale. DR.

gements politiques librement souscrits. Mais permettez-moi d'être parfaitement clair sur ce point: aucune cause, aucun récit, aucune justification sécuritaire

ne peut légitimer l'occupation de fait, les administrations parallèles, les déplacements forcés, ni la prédation des ressources, au détriment d'un État membre

des Nations Unies». Ces dernières semaines, le président de la République s'est rendu à Luanda, en Angola, comme jamais auparavant. Il y a rencontré, à

chaque fois, son homologue angolais, João Manuel Gonçalves Lourenço, qui assume la présidence tournante de l'Union Africaine, UA. Nul doute, si les puissances internationales réclament le dialogue entre Congolais - les États-Unis, la France, la Belgique, du coup, l'Union européenne -, elles en ont donné la charge au continent, à l'Union africaine représentée par son président en exercice, qui a désigné le président du Conseil togolais Faure Essozimna Gnassingbé à la tête d'un team d'anciens présidents comme facilitateurs. Il s'agit du Nigérian Olusegun Obasanjo, du Kenyan Uhuru Kenyatta, du Sud-africain Kgalema Motlanthe, de l'Éthiopienne Sahle-Work Zewde, de la Centrafricaine Catherine Samba Panza. Lundi 9 février, une énième réunion s'est tenue à Luanda, cette fois «de haut niveau» en présence du président du Conseil de la République togolaise Faure Essozimna Gnassingbé, le médiateur désigné de l'Union africaine, et de Olusegun Obasanjo, membre du Panel des Facilitateurs de l'Union africaine. Dans la continuité des efforts diplomatiques déployés sur la situation sécuritaire au Congo et dans la région, cette réunion a réaffirmé la priorité d'un cessez-le-feu inconditionnel, la nécessité du respect vérifiable des engagements souscrits, a donné mandat à l'Angola de mener des consultations avec toutes les parties congolaises intéressées en vue d'un dialogue apaisé, conduit et organisé par les institutions de la République, dans le respect de la Constitution. La journaliste et femme politique belge, Hadja Lahbib, commissaire euro-

péen à la coopération internationale, à l'aide humanitaire et à la réaction aux crises, a encore insisté mardi 10 février, lors de son intervention devant le Parlement européen à Strasbourg, en France. « Le multilatéralisme est essentiel pour parvenir à la paix. Toutefois, un dialogue intercongolais inclusif serait un moteur indispensable à une paix durable ». L'escalade de violences dans la partie Est du pays inquiète la communauté internationale, qui multiplie les efforts pour trouver une issue pacifique à cette crise. Hadja Lahbib a réaffirmé l'engagement ferme de l'Union européenne à contribuer à la fin de ce conflit meurtrier. Elle a annoncé son voyage la semaine prochaine dans la région des Grands Lacs. À Strasbourg, la commissaire européenne à la coopération internationale, a déclaré que l'Union européenne a exhorté la communauté internationale à agir afin de mettre un terme définitif à ce conflit qui ravage l'Est du Congo depuis plus de trois décennies. Et, sur le terrain, les hostilités se poursuivent entre les belligérants, et la situation sécuritaire reste fragile. Les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu demeurent fortement militarisées, tandis que les populations civiles continuent de subir les conséquences des affrontements: déplacements massifs et violences. Selon des sources humanitaires, l'escalade des combats dans le Sud-Kivu depuis décembre 2025 a entraîné le déplacement de plus de 500.000 personnes, touchant notamment Uvira, Walunda, Mwenga, Shabunda, Kabare, Fizi et Kalehe.

À Gaborone, Patrick Mutombo Kambila appelle à la reconnaissance du nouveau fait rwandais

Nommé tout récemment ambassadeur extraordinaire du Congo au Botswana, à Gaborone et auprès de la SADC, Patrick Mutombo Kambila a fait le 6 février, à l'hôtel Grand Palm, salle Okavango, devant ses collègues diplomates invités, une déclaration forte de la République Démocratique du Congo en lien avec «la reconnaissance officielle par le Rwanda d'une coordination sécuritaire avec le mouvement insurrectionnel AFC/M23». Il venait de présenter le 28 janvier les copies figurées (lettres de Cabinet) et ses lettres de créance, deux jours après. Vu l'urgence, le diplomate congolais n'a pas voulu attendre longtemps pour prendre la parole à Gaborone, lors d'une matinée diplomatique, et se faire connaître et reconnaître par ses pairs dans les chancelleries. Impressionnant, il faut le dire. Ci-après en intégralité la déclaration du diplomate congolais devant ses pairs.

«Avant toutes choses, je voudrais remercier de tout cœur chacun et chacune d'entre vous pour avoir quitté momentanément les lourdes occupations journalières de vos missions diplomatiques respectives pour répondre à notre invitation consacrée à cette matinée diplomatique portant sur la situation politique et sécuritaire en cours dans mon pays, la République Démocratique du Congo. Je voudrais exprimer ma profonde déférence à Son Excellence Monsieur le Président Advocate Duma Gideon Boko et à son Gouvernement qui, en recevant mes lettres de créance le 30 janvier 2026 dernier, m'a

permis d'entamer, parmi vous et avec vous, l'exaltante mission de représenter mon pays, la République Démocratique du Congo à Gaborone en terre hospitalière des Batswana. Au nom de mon Gouvernement, je prends la parole ce jour pour attirer votre attention sur la préoccupante situation sécuritaire instable qui prévaut depuis plus de 30 ans à l'Est de la République Démocratique du Congo. Point n'est besoin de rappeler l'histoire sanglante partie du Rwanda en 1994 telle un volcan en éruption dont les laves continuent à couler, depuis lors, sur les versants, jadis paisibles, des terres Congolaises avec toutes les conséquences humanitaires enregistrées à ce jour ». Il poursuit : «En effet, comme l'a bien mentionné le Président Félix Antoine Tshisekedi le 31 janvier 2026 dernier à l'occasion de l'échange des vœux avec le corps diplomatique accrédité à Kinshasa, depuis des années, les Gouvernements successifs de la République Démocratique du Congo dénoncent, preuves à l'appui, le soutien extérieur qui sert de carburant à la violence armée sur notre sol. Et voici que, dans une déclara-

tion officielle faite le 22 janvier 2026 devant le Congrès des États-Unis d'Amérique, dans un cadre institutionnel formel, le Rwanda a reconnu explicitement «une coordination sécuritaire», autrement dit l'instrumentalisation de l'AFC/M23, ce groupe armé non étatique qui s'est illustré depuis une dizaine d'années par des massacres quotidiens et autres violations des droits humains sur le territoire de la République Démocratique du Congo. Cette reconnaissance n'est pas un détail de communication, encore moins une stratégie politique. Elle éclaire, d'une lumière crue, ce que de nombreux rapports et de multiples partenaires relevaient depuis fort longtemps, à savoir l'existence d'un appui déterminant à un mouvement armé insurrectionnel opérant sur le territoire souverain de la République Démocratique du Congo L'aveu de collaboration entre Kigali et l'AFC/M23 réduit l'espace du déni, clarifie les responsabilités et oblige la communauté internationale notamment à exécuter les résolutions de l'ONU. Cette coordination est présentée politiquement comme relevant de « mesures dites défensives », tout en

renvoyant à la RDC la responsabilité du conflit dans l'Est de son territoire. Chose impensable. Il ne s'agit ni d'une maladresse de langage ni d'une déclaration isolée, mais d'une prise de position politique délibérée et assumée par les autorités rwandaises, visant à :
 ► Normaliser et requalifier le M23 comme acteur sécuritaire légitime ;
 ► Tenter de justifier juridiquement une ingérence sur le territoire d'un État souverain ;
 ► Déplacer la responsabilité du conflit vers la RDC ;
 ► Et, en toile de fond, sécuriser des appuis politiques extérieurs. La RDC considère cette déclaration comme une reconnaissance officielle, écrite et politiquement assumée, établissant un lien direct entre un État et un groupe armé non étatique, illégal et constituant de ce fait :
 ► Une admission d'ingérence ;
 ► Un soutien à un acteur armé non étatique ;
 ► Une violation manifeste des principes de souveraineté, de non-intervention et de non-recours à la force, consacrés par la Charte des Nations Unies
 La reconnaissance publique par le Rwanda d'une coor-

dination sécuritaire avec l'AFC/M23 met fin à toute ambiguïté : il s'agit d'une reconnaissance officielle explicite, attribuable à un État, engageant sa responsabilité internationale. Cette reconnaissance :
 ► est formulée par une autorité diplomatique dûment habilitée, par écrit et dans un cadre institutionnel étatique étranger ;
 ► est pleinement attribuable à l'État rwandais au regard du droit international et engage sa responsabilité internationale. Sur le plan juridique, elle constitue :
 ► une aide et assistance à un fait internationalement illicite, l'AFC/M23 étant responsable de violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme, documentées par les pertinents mécanismes onusiens ;
 ► une violation des articles 2 et 4 de la Charte des Nations Unies ;
 ► une situation dans laquelle l'invocation de la légitime défense est juridiquement inapplicable, faute d'attaque armée imputable à la RDC, faute de nécessité immédiate ni de proportionnalité et surtout, tenez bien, pendant que des processus politiques

et diplomatiques multilatéraux sont activement engagés, notamment dans les cadres de Washington, de Doha et de l'Union Africaine.
 ► En droit international, la légitime défense ne saurait être déléguée, à un groupe armé non étatique, ni exercée de manière permanente sur le territoire d'un autre état». «Eu égard à ce qui précède, la position du Gouvernement de la République Démocratique du Congo s'inscrit dans une démarche constante qui consiste à agir avec retenue, responsabilité et sens profond de l'État, demeurant fermement engagée dans les voies pacifiques, les mécanismes régionaux et multilatéraux, respectant et mettant en œuvre de bonne foi les processus de paix en cours, et surtout fondant sa démarche sur une approche strictement factuelle et juridique, sans surenchère ni rhétorique émotionnelle. Vu cet angle, les objectifs de la RDC sont clairs et triple :
 ► Primo, refermer rapidement la fenêtre juridique et politique ouverte par cette déclaration ;
 ► Secundo, empêcher toute tentative de banalisation, de légitimation ou de requalification sécu-

ritaire du M23 ;
 ► Tertio, déconstruire et réfuter, sur une base factuelle et juridique, la grille de lecture unilatérale que notre voisin le Rwanda cherche à imposer. À travers sa mission diplomatique à Gaborone et auprès de la SADC, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo rappelle explicitement des principes de souveraineté, de non-ingérence et d'interdiction du soutien aux groupes armés non étatiques et demande que cette déclaration de reconnaissance rwandaise de soutien au groupe armé AFC/M23 soit prise en compte comme élément de référence dans les travaux des organisations internationales, sous régionales dont nous sommes membres à part entière, en l'occurrence le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le Conseil Paix et Sécurité de l'Union Africaine, la SADC et j'en passe». Comme mesures appropriées, mon Gouvernement demande l'examen et, le cas échéant, l'adoption des mesures ciblées à l'encontre des responsables politiques et militaires impliqués».

Mutombo Kambila Patrick
Ambassadeur ■

Forte de son nouveau mandat, la Monusco atterrit à l'aéroport de Goma

Depuis un an, depuis la fermeture de l'Aéroport international de Goma après sa prise par les rebelles pro-rwandais AFC-M23, fortement soutenus par l'armée rwandaise, un hélicoptère de la Monusco, a atterri jeudi 12 février sur la piste du chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

À son bord, Mme Vivian van de Perre, cheffe par intérim de la Monusco, venue dans le cadre d'une

mission d'appui au processus de paix engagé entre le gouvernement congolais et la rébellion AFC/M23. À sa descente d'hélicoptère, Vivian van de Perre a rappelé l'importance de ce déplacement. « Il y a plus d'un an, le 26 janvier 2025, j'étais dans le dernier avion à atterrir à l'aéroport de Goma. Aujourd'hui, je suis dans le premier hélicoptère à y atterrir à nouveau et j'espère que c'est le début de la réouverture progressive de cet aéroport au bénéfice de la population ». La res-

ponsable onusienne a précisé que sa visite vise à échanger avec les différentes parties prenantes afin de faire progresser les dispositions pratiques liées au mécanisme de suivi et de vérification du cessez-le-feu auquel le Conseil de Sécurité des Nations unies et l'administration américaine tiennent fermement. Un message clair délivré. Conformément à la résolution 2808 (2025) du Conseil de sécurité, la Monusco est désormais mandatée pour soutenir un cessez-le-feu permanent, notamment

à travers sa participation et son appui au Mécanisme conjoint élargi de vérification Plus (MCV-E). Dans ce cadre, une première mission de reconnaissance aérienne sera déployée dans les prochains jours à Uvira, ville prise par les rebelles et libérée récemment après de fortes pressions de l'administration Trump. Pour la Monusco, son appui au Mécanisme de suivi et de vérification du cessez-le-feu s'inscrit tout en autorisant un soutien logistique à la mission de la Communauté

qu'il s'exerce dans le plein respect de la souveraineté de la République démocratique du Congo. La mission à Goma de Mme Vivian van de Perre intervient après consultation des autorités nationales congolaises. Il faut rappeler que le Conseil de sécurité des Nations unies qui a prorogé le mandat de la Monusco jusqu'au 20 décembre 2026 (Résolution 2773 (2025), a confirmé un retrait progressif tout en autorisant un soutien logistique à la mission de la Communauté

de développement de l'Afrique australe SADC pour combattre les groupes armés AFC/M23. La mission se concentre désormais sur l'appui à un cessez-le-feu durable, le transfert de responsabilités aux forces loyalistes des FARDC et la protection des civils, dans un contexte de forte volatilité. En février 2026, les forces onusiennes outillées entament un déploiement pour appuyer un cessez-le-feu, par des reconnaissances aériennes dans les villes de Goma et d'Uvira.

avec AGENCES ■

En lâchant des drones sur l'aéroport international de Kisangani, le Rwanda s'oppose à la paix

Aucune attaque ne peut être envisagée au Congo par les rebelles de l'AFC/M23 sans le go head de Kigali. L'attaque de drones revendiquée par ces rebelles visant dans la nuit du 31 janvier au 1er février l'aéroport stratégique civil de Bangoka-Kisangani, a été ordonnée par le pouvoir rwandais qui rejette ainsi les chemins de la paix recherchés par les accords de Washington et de Doha.



L'Aéroport international de Kisangani-Bangoka vient d'être la cible de huit drones rwandais. DR.

Une attaque inédite depuis la résurgence fin 2021 du M23, qui n'avait encore jamais mené de frappes à une distance aussi éloignée (des centaines de kms, ndlr) des territoires congolais sous occupation dans les Nord-Kivu et Sud-Kivu. L'attaque de drones revendiquée mercredi 4 février par le groupe armé pourrait s'apparenter à un «acte terroriste», a accusé vendredi 6 février l'Union africaine, UA. L'attaque contre l'aéroport civil de Kisangani, aussi utilisé par l'armée congolaise et ses avions, «constitue une violation grave du droit international humanitaire, notamment des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution», a dénoncé le président de la Commission de l'UA, Mahamoud Ali Youssouf, dans un communiqué. Elle est «susceptible de relever de la qualification d'acte terroriste», a-t-il poursuivi, et de mettre en garde contre une «escalade» du conflit qui «fait peser des risques inacceptables sur la stabilité nationale et régionale, ainsi que sur la situation humanitaire déjà critique» dans l'Est du Congo. Le mouvement rebelle AFC-M23 a affirmé avoir procédé «à la destruction du centre de commandement des drones

militaires installés à l'aéroport de Kisangani». Deux accords de paix signés à Washington «pour la paix et la prospérité» par les présidents congolais et rwandais et par le président américain Donald Trump et à Doha, n'ont guère mis un terme à la guerre.

MUKWEGE RÉCLAME DES SANCTIONS. Pour les autorités de la province de la Tshopo, huit drones chargés de sous munitions ont été interceptés avant d'atteindre leur cible. Aucune perte en vie humaine n'a été déplorée et le trafic aérien n'a pas été perturbé. «Entre minuit et 02:00' matin, deux drones ont été abattus, ce qui a entraîné la panique dans le village. Nous nous sommes dit que si ce drone tombe sur nous, ça sera dangereux. Il y aura mort d'homme. Nous avons eu peur et à partir de 03:00', en grand nombre, nous nous sommes déplacés», raconte Jean Etongo, cultivateur. L'homme vit aux abords de la piste d'atterrissage de Bangoka, l'aéroport de Kisangani. Comme beaucoup de ses voisins, il a été réveillé par les bruits des drones, dans la nuit de samedi à

dimanche. Depuis, il a trouvé refuge au centre de Kisangani, à 17 kms de l'aéroport international. Aujourd'hui, ce père de famille vit dans un chantier abandonné, sans porte ni fenêtres. Comme Jean Etongo, Espérance a fui son village après avoir entendu les détonations de l'attaque. «Les soldats n'ont pas voulu que nous nous en allions. C'est notre propre peur qui nous a fait partir, avec les tirs qui inquiétaient nos enfants. Quand un drone s'approchait, on entendait des crépitements de balles et quand il y avait un grand bruit, ce qu'il avait été abattu. Ensuite, le silence revenait», témoigne Espérance. Selon un message officiel, diffusé sur les antennes de la Rtcn, la radio-télévision nationale, ces drones étaient armés et avaient pour objectif de provoquer des dégâts humains et matériels. Les autorités congolaises appellent désormais la population au calme et lui demandent de ne pas céder aux rumeurs, ni à la panique. «Kisangani est considérée comme le dernier verrou pour les rebelles», explique Gentil Sefu, vice-président de la Nouvelle dynamique de la société civile. Il demande l'aide du gou-

vernement : «Nous demandons au gouvernement congolais de fournir les efforts nécessaires, afin d'envoyer du matériel sophistiqué à Kisangani, notamment les détecteurs, et de doter Kisangani de drones et d'avions de chasse». Troisième ville du pays après Kinshasa et Lubumbashi, Kisangani reste une cité stratégique, «notamment du point de vue économique et militaire. Une ville que l'État congolais ne peut pas perdre», explique Alphone Maindo, professeur de sciences politiques à l'Université de Kisangani. «C'est le carrefour stratégique entre l'Est et l'Ouest. Si tu contrôles Kisangani, tu peux facilement, par le fleuve, aller à Kinshasa. La région de Kisangani a quand même aussi beaucoup de ressources naturelles. Des ressources ligneuses, comme le bois et autres, mais aussi des ressources minérales, comme l'or et le diamant. Sur le plan militaire, à proprement parler, Kisangani est devenu l'une des bases arrière de nos forces armées. C'est aussi le chef-lieu de la troisième zone de défense et, donc, on peut comprendre que les ennemis du Congo puissent considérer Kisangani comme une cible»,

ajoute Alphone Maindo. «Nous, membres du Collectif des Activistes Engagés de la Tshopo, élevons nos voix avec force face à la détérioration inquiétante de la situation sécuritaire qui menace notre province depuis le début de la rébellion menée par AFC/M23», déclare le 9 février un Collectif des Activistes Engagés de la Tshopo. Puis : «La récente tentative d'attaque par drones kamikazes en date du 31 janvier 2026, déjouée à l'aéroport international de Bangoka par nos vaillantes FARDC, a plongé la population de Kisangani dans une profonde psychose. Cet acte criminel grave n'est pas un simple fait divers : il s'agit d'un signal d'alarme sérieux qui démontre l'ampleur des menaces pesant sur notre province en général et la ville de Kisangani en particulier. Notre province a déjà été plusieurs fois victime d'attaques armées ayant causées d'énormes préjudices du genre. Après les guerres dites de 3, 1 et 6 jours, cette guerre que nous impose les ennemis de la paix, nous citons : L'AFC/M23 soutenu par le Rwanda est inacceptable pour une province qui a tant souffert et meurtrie comme la

nôtre». Enfin : «Chers Tshopolaises et Tshopolais, la sécurité de notre ville est l'affaire de tous. Chacun doit jouer son rôle pour faire bloc contre toute tentative de déstabilisation provenant de l'ennemi de la paix, la sécurité, et pour préserver notre dignité». Pour sa part, le Dr Denis Mukwege dénonce, dans une déclaration datée du 6 février, «la guerre d'agression et d'occupation menée par l'armée rwandaise et ses supplétifs du M23/AFC depuis 2021 - présentée à vingt et une reprises dans l'Accord de Washington du 27 juin 2025 comme de prétendues «mesures défensives» - a pris une nouvelle tournure depuis les récentes attaques par drones de l'aéroport stratégique de Kisangani». Si aucune victime n'est à déplorer, «ces attaques ciblant l'aéroport de la plus grande ville du nord-est (du pays) suscitent de vives inquiétudes», poursuit le gynécologue, militant des droits de l'homme kino-congolais, pasteur chrétien évangélique pentecôtiste et Prix Nobel de la paix 2018 qui craint que ces attaques «risquent sérieusement de raviver les tensions ougando-rwandaïses, faisant ressurgir le

spectre de la «guerre des six jours» Quand le Rwanda justifie la présence de son armée au Congo par des «mesures défensives», Mukwege rappelle que «le droit international n'a jamais reconnu le principe de la guerre préventive ni celui de la légitime défense préventive. Or, cette doctrine, qui fait partie intégrante du narratif rwandais visant à légitimer son interventionnisme en territoire congolais depuis plus de trois décennies, a déjà occasionné plusieurs millions de morts en RDC». «À l'instar du droit interne des États, qui interdit aux individus de recourir à la force pour se faire justice eux-mêmes, sauf en cas strict légitime défense individuelle, la Charte des Nations Unies érige en principe de base l'interdiction de l'usage de la force armée dans les relations entre les États et encadre le système de sécurité collective en indiquant que les États membres des Nations Unies confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales tout en reconnaissant à l'article 51 deux exceptions à l'interdiction du recours à la force : la légitime défense en cas d'agression armée avec menace réalisée ou une autorisation du Conseil de sécurité. Il ne prévoit pas la possibilité d'intervenir face à une menace potentielle ou future, même sérieuse». Mukwege déclare «urgent que le Rwanda et ses alliés rendent des comptes et subissent des sanctions fortes pour mettre un terme à leurs actions militaires sur le sol congolais et éviter toute escalade supplémentaire dans ce conflit ayant déjà généré tant de souffrances auprès de la population civile des Kivu. Faute de quoi, le risque d'un embrasement généralisé de la région des Grands Lacs menacera encore davantage la paix et la sécurité internationales».

avec AGENCES ■

Un arrêté interministériel met en colère l'Intersyndicale de l'Ogefrem

Ils sont quatre membres du gouvernement - deux Vice-premiers ministres (Jean-Pierre Bemba Gombo, Transports, Voies de Communication et Désenclavement, Daniel Mukoko Samba, Économie Nationale), un ministre d'État (Julien Paluku Kahongya, Commerce Extérieur), un ministre (Doudou Fwamba Likunde Li-Botayi, Finances) ont signé le 9 décembre 2025 un arrêté interministériel portant création d'une FÉRI-AD-FÈRE, une Fiche Électronique des Renseignements à l'Importation, une Attestation de Destination ainsi qu'une Fiche Électronique des Renseignements à l'Exportation. Il s'agit de l'arrêté interministériel N°VPM /MTVCD/CAB/096/2025, N°001/CAB/VPM/MIN-ÉCONAT/DMS/CTY/2025, N°1594/CAB/MIN/FINANCES/2025 ET N°035.CAB/MIN/COMEXT/2025 du 09 déc 2025 modifiant et complétant l'arrêté interministériel N°008/CAB/VPM/MIN/TC/2019, N°112/CAB/MIN/ÉCONAT/JKN/2019, N°63/CAB/MIN.ÉTAT/COMEXT/2019 ET N°001/CAB/MIN/FINANCES/2019 du 22 janvier 2019 portant souscription obligatoire de la Fiche Électronique des Renseignements à l'Importation, de l'Attestation de Destination ainsi que de la Fiche Électronique des Renseignements à l'Exportation.

Un texte qui vise essentiellement l'Office de Gestion du Fret Multimodal, Ogefrem. On y lit notamment ce qui suit : « Considérant que l'Office de Gestion du Fret Multimodal, établissement public doté de la personnalité juridique, est chargé, conformément aux dispositions du Décret n°09/036 du 03 décembre 2009, de la gestion du fret national à l'importa-



Le siège social de l'Ogefrem, l'Office de Gestion du Fret Multimodal, à Kinshasa. DR.

tion et à l'exportation sur l'ensemble du territoire de la République ainsi que dans les principaux corridors de désenclavement ; que la mise en œuvre de la Fiche Électronique des Renseignements à l'importation, FÉRI, de l'Attestation de Destination, AD, et de la Fiche Électronique des Renseignements à l'Exportation, FÈRE, constitue un levier stratégique pour la valorisation du fret, la lutte contre la fraude, la sécurisation des recettes publiques et l'optimisation du circuit de dédouanement ; que la performance du module de pre-dédouanement du Guichet Unique Intégral du Commerce Extérieur repose sur la disponibilité, en temps utile, de l'ensemble des documents constitutifs de la liasse documentaire, notamment la FÉRI, FAD et la FÈRE, auprès de l'Administration douanière ; qu'il est impératif de doter l'Ogefrem d'outils juridiques et technologiques adaptés à une gestion moderne, efficace et sécurisée du fret multimodal, garantissant la traçabilité des cargaisons et la maîtrise des risques sécuritaires, sanitaires et environnementaux ; qu'il est nécessaire de centraliser l'ensemble des recettes issues de la délivrance des documents FÉRI, AD et FÈRE dans un compte unique de l'Ogefrem, sans

intermédiaires, afin d'assurer la transparence, la traçabilité et la sécurisation des flux financiers ; qu'il convient d'instaurer une plateforme numérique souveraine, agissant comme Guichet Unique Maritime, permettant la traçabilité des cargaisons, la gestion des transactions financières et la constitution d'une base de données sectorielle fiable et accessible ; que la transition vers les technologies de l'information et de la communication les plus avancées, avec une réduction significative de l'intervention humaine, est indispensable pour garantir la sécurité des données, l'intégrité des opérations et la fluidité des échanges ; qu'en application de la politique nationale de modernisation de la gestion publique, un Partenariat Public-Privé a été conclu entre le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, représenté par le Ministère des Transports, Voies de

Communication et Désenclavement, et la société PADS Corporation Sarl, en vue de la digitalisation et de l'optimisation de la collecte des frais perçus en faveur de l'Ogefrem ; qu'à ce titre, la société PADS Corporation Sarl, en qualité de partenaire privé, a mis en place une plateforme numérique dénommée SYGREM (Système de Gestion des Redevances Multimodales), destinée à centraliser, sécuriser et traiter l'ensemble des informations afférentes auxdits frais ; que l'Ogefrem adhère à cette solution technologique et en assure l'utilisation exclusive pour la souscription obligatoire des documents FÉRI, AD et FÈRE ; que les actions 9 et 11 de l'axe stratégique 3.2.1 du Plan d'Action Gouvernemental 2024-2028, ainsi que le contrat de délégation de service public n°005/CAB/MIN/TVCD/2024 du 05 février 2024 conclu avec la société PADS Corporation Sarl, encadrent

juridiquement et opérationnellement la digitalisation des modes de perception des frais dus à l'Ogefrem ; que l'avis de conformité n°5/UC-PPP/DG/04/24 du 26 avril 2024, délivré par l'Unité de Conseil et de Coordination du Partenariat Public-Privé (UC-PPP), ainsi que la fiche d'approbation du contrat de PPP n°001 du 21 mai 2024, avalisent la mise en œuvre de ladite digitalisation ; qu'il y a nécessité et urgence de prendre les mesures réglementaires et opérationnelles appropriées pour assurer l'effectivité du dispositif et garantir ses objectifs de performance, de transparence et de souveraineté».

L'INTERSYNDICALE RÉAGIT.

À la suite de la publication de cet arrêté interministériel «récentement porté à la connaissance des travailleurs alors que celui-ci avait été signé depuis plusieurs semaines», se désolent l'Intersyn-

dicale Nationale de l'Ogefrem, celle-ci y voit «des manœuvres susceptibles de fragiliser l'Office, de restreindre son champ d'action et, à terme, de compromettre son rôle dans l'économie nationale». «Ce décalage dans la diffusion d'une décision aux implications majeures pour notre institution soulève des interrogations légitimes auxquelles les travailleurs sont en droit d'obtenir des réponses claires», écrit le 10 février l'Intersyndicale dans un communiqué officiel disant «exprimer sa profonde préoccupation quant aux circonstances ayant entouré la mise en lumière de cet arrêté. En effet, il apparaît que ledit arrêté avait été signé depuis le 9 décembre 2025, au moment même où l'Intersyndicale menait, avec détermination, des démarches et un plaidoyer soutenu pour la défense des intérêts de l'Ogefrem au niveau la Présidence de la République en sa qualité du Garant du bon

fonctionnement des Institutions et Premier Travailleur du Pays. Durant toute cette période, aucune communication officielle n'a été portée à la connaissance des partenaires sociaux que nous sommes, par contre un silence difficilement compréhensible au regard de la gravité des enjeux a été observé. La surprise fut donc totale lorsque l'ensemble des travailleurs n'en a pris connaissance que le 9 février 2026, soit près de deux mois après sa signature. Plus préoccupant encore, cette découverte est intervenue le même jour où l'Intersyndicale et la Délégation Syndicale participaient à une réunion officielle avec le Conseil d'Administration de l'entreprise. Au cours de cette séance, aucune information relative à cet arrêté ni à ses implications n'a été évoquée. Les échanges avaient essentiellement porté sur l'organisation des élections syndicales pour la 9ème édition 2026-2029. Une telle situation soulève des préoccupations légitimes quant au niveau des informations réservées aux partenaires sociaux, pourtant acteurs principaux de la stabilité de l'entreprise, et appelle à un devoir accru de transparence dans la gestion des dossiers stratégiques engageant l'avenir de l'Office». L'Intersyndicale dit «s'être dressée avec fermeté, dès les premiers signaux, contre toute mesure susceptible de porter atteinte aux missions stratégiques de l'Ogefrem, à sa stabilité institutionnelle ainsi qu'à la sécurité des emplois», indique que «les enjeux dépassent le cadre d'une simple décision administrative».

D. DADEI ■

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

Dans les librairies du monde

UNE HISTOIRE DU CONGO DE MOBUTU À TSHISEKEDI

CE QUE JE SAIS

Tryphon Kin-Kiey Mulumba

Quand un acteur de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais

RÉSUMÉ

Du village de Masimanimba aux palais présidentiels, Tryphon Kin-kiey Mulumba livre un récit rare, à la fois personnel et politique. Journaliste, universitaire, parlementaire et ministre, il retrace un demi-siècle de vie publique congolaise et appelle à « refaire rêver le Congo ». Son regard, affranchi des clichés et des prismes extérieurs, restitue la complexité du pays depuis l'intérieur.

Tryphon Kin-kiey Mulumba traverse les grandes séquences de l'histoire politique du Congo : dérives du mobutisme, naissance de l'UDPS, guerres du Shaba et de Moba, avènement des Kabila, jusqu'à l'arrivée de Félix Tshisekedi. Il expose les dynamiques qui ont façonné ces décennies : défis de gouvernance, mensonge politique, conflits armés, poids des richesses naturelles, influences régionales... Acteur de plusieurs régimes, il livre un témoignage de l'intérieur sur les efforts, les échecs et les tentatives de développement et de démocratisation, dans le plus grand pays d'Afrique centrale, riche en ressources mais soumis à des défis de taille et pose la question centrale : pourquoi le Congo ne parvient-il pas à réaliser ses promesses et ses ambitions ?

Le livre comporte une annexe présentant 50 mesures d'urgence articulées autour de cinq thématiques clés et visant à faire du Congo un « pôle de paix, de sécurité, de stabilité, d'attractivité et de compétitivité » ainsi qu'un « hub de gouvernance et d'intelligence » sur le continent. Plus que jamais d'actualité.

Les apports majeurs de l'ouvrage

- Un récit congolais, affranchi des lectures occidentales : un demi-siècle de crises, de ruptures et d'espoirs ;
- Un récit mêlant anecdotes et analyses, qui propose un décryptage géopolitique et économique précis des forces et faiblesses de la RDC ;
- Un plaidoyer pour la souveraineté par la compétence, prônant la priorité aux politiques publiques – infrastructures, gouvernance, planification – face aux slogans et aux influences extérieures, de la guerre froide à la compétition sino-américaine.

Un témoignage essentiel pour comprendre la RDC d'aujourd'hui.

L'AUTEUR

Tryphon Kin-kiey Mulumba est l'une des figures les plus singulières de la vie publique congolaise. Journaliste de formation, universitaire, communicant et homme politique, il a occupé plusieurs fonctions de premier plan : député, ministre, stratège et conseiller auprès des plus hautes autorités de l'État jusqu'à se présenter à la présidentielle de 2018. Ayant traversé quatre décennies de turbulences politiques, son parcours, à la croisée des médias, du monde académique et de l'action gouvernementale, en fait un témoin privilégié des mécanismes politiques et institutionnels de la RDC.



Parution le 22 janvier 2026

Format 140x2100 mm, 448 pages,
20 € TTC

Contact presse :

Anne Testuz

anne@atestuz.com

06 64 19 00 65



Trouvez votre exemplaire à la [fnac.com](https://www.fnac.com) ou chez [amazon.com](https://www.amazon.com)

À côté de la mythique Place Vendôme, de l'hôtel Ritz, à un jet de pierre du Palais de l'Élysée



L'équipe d'édition - Philippe Héraclès et Suzette Durand - toutes oreilles aux mots que prononce l'Auteur Tryphon Kin-kiey Mulumba. DR.

Ce jour-là, pour la grande salle de l'hôtel Castille, le Cherche Midi avait distribué une cinquantaine de cartons.

À la suite de difficultés d'obtention de visa d'entrée dans l'espace Schengen, on a compté une quarantaine de personnalités issues de médias, de la société civile, congolaise, française, belge. Ce 27 janvier 2026, à proximité



de la mythique place Vendôme, célèbre place royale du 1er arrondissement de Paris, de l'hôtel Ritz, de ces boutiques de luxe, du jardin des Tuileries, de l'église de la Madeleine, de la rue de Rivoli, de l'Opéra Garnier, du Palais de l'Élysée. C'est sur cette rive droite que la grande maison d'édition Le Cherche Midi a choisi pour pour la cérémonie de lancement dans la soirée de l'ouvrage de Tryphon Kin-kiey Mulumba, «Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je

sais». L'équipe d'édition était là, Philippe Héraclès, le fondateur de la maison d'édition, l'éditrice Suzette Durand, Anne Testuz, des invités dont certains amis de Tryphon Kin-kiey Mulumba venus la veille ou le jour même de Kinshasa ou de Bruxelles parmi lesquels Steve Kabalele Kabalu, Thierry Claes Bouaert, Louis-Richard Mulumba Asaheba, Jacques Tshilembe Musansa, Thierry Kambundi Kafuti, ses enfants Djo, Dah, Igor, Amih, Chris, Lise. Merci.

« Le récit rare d'un homme politique congolais qui a traversé les pouvoirs, vu les guerres »

Fatimata Wane-Sagna, la grande journaliste et présentatrice franco-sénégalaise sur la chaîne de télévision publique française France 24 du journal de l'Afrique. Dimanche 8 février 2026, elle reçoit en direct Tryphon Kin-kiey Mulumba et annonce son invité dans les titres en ces termes: «Ce dimanche soir, on s'arrête sur un récit rare. Celui d'un homme politique congolais qui a traversé les pouvoirs, vu les guerres, approché Mobutu, servi Kabila et soutenu Tshisekedi. Dans un livre à la fois personnel et politique, Tryphon Kin-kiey Mobutu présente « Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais » au Cherche Midi. Il est notre invité».

Puis elle reçoit son invité, Fatimata Wane-Sagna la journaliste a ces mots : «On passe à notre focus de ce dimanche soir consacré à un pays dont on vous parle souvent, un pays géant au cœur des tensions africaines. Le regard ce soir est celui d'un témoin de premier plan, Tryphon Kin-kiey Mulumba, est un ancien ministre, député mais surtout écrivain et intellectuel engagé. Dans « Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais », il signe un document politique et intime où se mêlent guerre, vérités historiques, critique des élites et rêve d'un Congo souverain. Pourquoi ce livre pourrait-il déranger et que dit-il justement de l'avenir de la RDC?

Merci Tryphon Kin-kiey Mulumba d'être avec nous et bienvenu dans le JTA». Merci Madame Fatimata.

Alors votre livre est à la fois un récit personnel, une charge modérée contre le système pour lequel vous avez longtemps travaillé. Pourquoi déjà vous avez besoin de l'écrire aujourd'hui ? Madame, d'abord merci de m'avoir invité sur votre plateau. Mais il faut connaître son histoire. Si vous ne connaissez pas votre histoire, vous n'êtes rien. Regardez ce qui se



Sur le plateau de France 24, Tryphon Kin-kiey Mulumba reçu dimanche 8 février par la journaliste Fatimata Wane-Sagna. DR.

passe dans le monde, que ce soit en Europe ou aux États-Unis, ou ailleurs. On va même jusqu'à nous rappeler des événements qui se sont passés il y a 2.000 ans. Et on les célèbre aujourd'hui. Donc, en connaissant son histoire, cela permet de se diriger.

Vous dites que le mensonge structure le pouvoir congolais depuis l'indépendance. Vous racontez même une histoire où vous, petit, vous chantiez une chanson sur Lumumba, qui était une chanson qui, j'allais dire, n'était pas la vérité, la réalité de ce qui s'est passé. Racontez-nous un peu ça ? Écoutez ! C'était à Yasa, dans le secteur de Moka-mo, territoire du Masi-manimba. J'étais à l'école primaire-secondaire. À 19:00', avant d'aller nous coucher, les frères Joséphites nous demandaient de nous agenouiller et on faisait une prière pour que Lumumba meure. Alors, tout petit, on se disait que ce devrait être le pire des Congolais, et qu'il ne méritait pas d'être à la tête de ce pays. Et quand il est mort, ce fut la grande fête dans ces milieux-là.

Donc pour vous, c'est constitutif justement et structurant du pouvoir congolais, le mensonge? Le pouvoir congolais ne s'est jamais départi de ça? Ce n'est pas ici le pouvoir

congolais. Je pense que quand les colons sont venus dans nos pays, ils ont procédé par le mensonge. Ils ont poussé - c'est comme ça que nous comprenons - ils ont poussé des églises pour nous endormir. Et là, dans ce cas, il s'agit de l'église catholique, ce sont des frères Joséphites, à Yasa.

Vous avez traversé l'histoire du Congo, de Mobutu. Vous racontez d'ailleurs que c'est vous-même qui avez annoncé le départ de Mobutu... C'est moi-même. Le conseil des ministres n'avait pas eu lieu. Les généraux - ils étaient trois - ils étaient partis ce jour-là à l'aéroport pour aller dire leurs adieux à Mobutu quand nous, les ministres, on les attendait... Finalement, à leur retour, ils ne sont pas venus dans la salle du Conseil. Le Premier ministre Likulia - qui doit m'entendre là -, m'a fait venir avec le chef des renseignements qui est arrivé aujourd'hui parti, et le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité qui est également parti. Eh bien, devant eux, le Premier ministre (un Général, ndlr) me dit : « Monsieur le ministre, allez faire un compte-rendu ». J'ai dit : « Mais, Général, il n'y a pas eu de réunion du conseil des ministres. Je veux faire un compte-rendu de quoi? » Il me dit : « Monsieur le ministre, vous êtes intelligent. Vous êtes un homme intelligent. Allez-y ».

Alors voilà ! Je me suis improvisé. Je me suis dit : « Qu'est-ce qu'il faut annoncer ? » Et voilà, j'ai annoncé ce qui est arrivé.

Alors, dans ce livre, « Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais », vous accusez aussi les élites congolaises de capter l'État sans jamais le transformer. Mais que répondez-vous à ceux qui vous disent que vous en faites partie, Monsieur Mulumba, de ces élites ? Je ne m'exclus pas.

Vous prenez votre part de responsabilité? Exactement. Je partage cette responsabilité. Vous savez, la Zairianisation qui a conduit à la situation actuelle.

C'était la politique de Mobutu, pour transformer le Congo... Authenticité, Zairianisation, ce sont les élites. Et au lendemain même de la proclamation de l'indépendance, qu'est-ce qu'il y a eu, Madame ? Il y a eu le grand discours d'un homme que nous célébrons aujourd'hui, Lumumba. Mais ce discours, il l'a prononcé devant le roi des Belges, qui était venu au Congo, que le Congo avait invité. Et, finalement, ce roi a eu droit à des discours complètement terribles, qui n'auraient jamais eu lieu. Et, le lendemain, les Belges et les Européens sont partis, ont quitté le

pays. Voilà d'où la situation que nous connaissons aujourd'hui est partie...

La situation au Congo est complexe. On ne peut pas ne pas parler de la guerre à l'Est. Vous évoquez à la fois la responsabilité du Rwanda, mais aussi celle de Kinshasa. Et vous dites que néanmoins, les solutions doivent être internes au Congo. Expliquez-nous.

Huuuum ! Je ne sais pas si j'ai dit ça. Je pense que le Rwanda porte la responsabilité majeure dans ce qui se passe dans notre pays. Mais je veux dire aux Congolais, à l'élite congolaise, qui auraient dû se prendre en charge en disant qu'il nous faut de la puissance. La puissance, c'est quoi ? C'est se doter des moyens pour faire face à cela. Mais quand vous voyez l'énorme Congo, avec toutes les richesses que ce pays a aujourd'hui, et qu'on a eu, comment dirais-je, des budgets de 400 millions, 500 millions, 4 milliards et, aujourd'hui, 22 milliards de \$US. Formidable ! C'est signe que de gros efforts ont été faits. Mais qu'est-ce qu'on a fait de cet argent ? Que ce soit 500 millions, que ce soit 4 milliards de \$US? Mais aujourd'hui, heureusement que le pouvoir qui est là, d'abord nous fait passer ce budget de 4 milliards sous Joseph Kabila à 22 milliards de \$US aujourd'hui. C'est formidable. Mais le pays

est en mesure de faire 100 milliards, même 200 milliards de \$US au niveau du budget de l'État.

D'accord. On vous entend. Vous dressez un portrait plutôt exigeant de Félix Tshisekedi, mais assez favorable. En un mot, pour vous, est-ce qu'il incarne finalement une opportunité politique ?

Écoutez, je parle de Félix Tshisekedi, dont j'ai été l'un de ceux qui l'ont porté au pouvoir parce qu'on était à trois. Lui-même, Kamerhe et moi. Alors, quand je vois ce qu'il fait face à trente ans de guerre... Face à l'embargo au niveau des armes (imposé par la communauté internationale, ndlr), finalement qu'on se retrouve aujourd'hui, comme ça s'est passé il y a peu de temps, il y a quelques jours, à Washington, où le puissant de puissants l'appelle lors d'une manifestation (le mythique The National Prayer Breakfast de Washington D.C, ndlr), c'est beaucoup de choses. Donc là, il a pu hisser finalement le Congo à un niveau où nous pourrions gagner cette guerre sans armes.

Merci, merci Tryphon Kin-kiey Mulumba. C'est la fin de cet entretien. Je vous invite vivement à lire ce livre si vous voulez en savoir plus sur la politique congolaise. Merci beaucoup d'être venu.

Ce que Kin-kiey a dit à Afrikarabia

Le journaliste français Christophe Rigaud du site Afrikarabia qui suit les nouvelles du Congo a rencontré le 27 janvier à Paris Tryphon Kin-kiey Mulumba, lui a rendu visite à l'hôtel Intercontinental Étoile Champs Élysées où il était logé, l'a interviewé, dans le hall, devant témoin, Anne Testuz de l'équipe de la maison d'édition Le Cherche Midi, sur son livre, sur le Congo, sur les Kabila, sur le président Félix Tshisekedi. Hormis certains faits mal retranscrits - ce qui arrive si la copie n'est pas transmise à l'interviewé -, Tryphon Kin-kiey Mulumba considère l'essentiel. Ci-après le texte publié : «Kin-kiey Mulumba: «le Congo bouge, mais la population ne le sent pas»» (afrikarabia.com 08 février 2026), repris correctement.

Votre premier fait d'armes, celui qui vous a fait entrer dans l'Histoire, c'est votre annonce de la fuite du maréchal Mobutu en mai 1997. Vous êtes alors porte-parole du gouvernement. C'est l'événement le plus marquant de votre longue carrière ?
Ce jour-là, quelqu'un m'appelle, un ami, pour me dire que le président était en train de partir. Partir, partir où ? Je poursuis ma route pour aller au Conseil des ministres et, là, je vois tous les ministres debout, chacun avec son téléphone. Je ne comprenais pas. Qu'est-ce qui se passe ? A son retour de l'aéroport où il avait été faire ses adieux à Mobutu, le général Likulia, premier ministre, me fait venir à son bureau et me dit : « Monsieur le ministre, allez faire le compte-rendu ». Je lui demande : « Le compte-rendu de quoi ? » Il me répond : « Du conseil des ministres ». Je réagis : « Mais il n'y a pas eu de Conseil des ministres » ! il réagit : « Vous êtes un homme intelligent. Je veux un compte-rendu ». Je m'isole quelque part dans l'immeuble. Je commence à réfléchir. Tous les événements des dernières semaines me reviennent en tête. Les négociations qui avaient échoué à la rencontre avec Mandela et Kabila (père, ndlr), la réunion de Libreville avec les chefs d'État de la sous-région, où Mobutu était parti demander de l'aide,



Paris, grande salle de l'hôtel Castille. Amih, ma fille aînée, témoigne. DR. qui avait échoué. Je décide donc d'annoncer le départ de Mobutu de Kinshasa et du pouvoir. Je me rends ensuite à la résidence du Premier ministre. « Cher ministre, vous êtes sûr de ce que vous allez dire ? Le président a quitté Kinshasa et a quitté le pouvoir ? » « Général, si je ne l'annonce pas, je ne l'annoncerai jamais. Les troupes de Kabila auront pris la radio, la télévision ; ils auront pris la capitale ». J'annonce donc la fin du régime Mobutu et le couvre-feu.

Laurent-Désiré Kabila arrive au pouvoir, vous êtes obligé de quitter le Zaïre. Vous revenez au Congo par Kigali, puis vous rejoignez la rébellion du RCD à Goma, «sans jamais avoir adhéré au RCD» que vous quittez après le massacre de policiers par les rebelles à Kisangani en 2002. Dans votre livre, votre rencontre avec Joseph Kabila n'était pas une évidence ?
Quand j'ai vu Joseph Kabila parler à Bruxelles, à New York, je me suis dit : « qu'est-ce qui nous arrive au Congo après avoir eu Mobutu, un homme qui se faisait respecter partout quand il parlait. C'était qui ce type ? Je n'avais pas une bonne image de cet homme. Quand on l'interrogeait, il ne répondait pas. Par exemple, lorsque

Louis-Michel prenait la parole avant lui et quand on lui posait une question, il répondait : « Je suis d'accord avec lui ». Il n'avait rien à dire. À cette époque, pendant le dialogue intercongolais, on décida de la possibilité, pour les personnes qui avaient fui le Congo, de récupérer leurs biens confisqués. Je voulais parler à Kabila et récupérer mes biens. J'arrive à Kinshasa. Je me retrouve à l'hôtel Intercontinental, alors que j'avais une maison, confiné dans une suite. Je me dis qu'il faut que je trouve le moyen de rencontrer ce président. J'écris à Kabila pour récupérer mes biens. Il ne me répond pas. J'insiste par une nouvelle lettre et son directeur de cabinet adjoint prend contact avec moi et c'est ce jour-là que je rencontre Joseph Kabila pour la première fois. Je pense que, si j'ai commis une erreur dans ma vie, c'est d'avoir sous-estimé Kabila en disant qu'il ne pouvait remplacer Mobutu.

Comment se passe cette rencontre ?
Il me reçoit en ami, comme s'il me connaissait, alors que c'était la première fois que je le voyais. On parle de tout, sauf de mes biens confisqués. J'en profite pour lui poser des questions sur lui, sur les épisodes contestés de sa vie. C'est à cette époque que l'on commence à entendre

des rumeurs. Le ministre belge des Affaires étrangères contestait sa nationalité congolaise, tout comme Honoré Ngbanda, le chef des services de renseignements de Mobutu qui a toujours contesté le fait qu'il soit Congolais. Un de ses ministres, qui est resté pendant 10 ans en poste après avoir été gouverneur du Katanga, a enregistré une vidéo virale en disant qu'il avait été chargé par Joseph Kabila de lui donner la nationalité congolaise. Mais dire que mes rapports avec lui étaient mauvais, non. Je pense que je doutais de ce qu'il était. Mais le jour où il m'a reçu, j'ai rencontré un homme autre.

Vous êtes ensuite devenu le chantre de Joseph Kabila en créant «Kabila désir».
Ai-je mal fait en créant «Kabila désir» ? Non, j'ai dit des choses vraies. Aujourd'hui encore, en dépit de tout, Kabila est un homme qui compte. Lorsque l'on parle du dialogue national qui se dessine à l'horizon, je ne vois pas comment il se tiendrait sans lui. Mais je ne saurais prédire ce qui va se passer demain.

Avez-vous compris ce rapprochement de Joseph Kabila avec l'AFC/M23 ?
Lorsqu'il s'est rendu à Goma, je l'ai dit : Joseph Kabila a commis une

faute lourde en rejoignant le M23. J'ai interpellé ses conseillers par un tweet publié sur mon compte, en leur disant qu'à leur place, j'aurais proposé à Kabila de «faire le Mandela» dans le sens : « On m'a tout refusé. Mon père, ma mère, ma femme, mes enfants, mon pays, mais je tends la main à Félix Tshisekedi. Parce que c'est le Congo ». C'est ce que Nelson Mandela a fait, et c'est ce qui a sauvé l'Afrique du Sud.

Vous dites qu'un dialogue national ne peut pas se tenir sans Joseph Kabila ?
Vous pensez qu'un dialogue national peut se tenir aujourd'hui sans le Katanga ? Kabila a beaucoup d'influence sur le Katanga. Il a beaucoup d'influence sur l'armée. Il y a beaucoup de généraux qui sont aujourd'hui aux arrêts. Ils sont arrêtés pourquoi ? Comme les Ramazani, Minaku et d'autres. Cela montre que Joseph Kabila a de l'influence même s'il a commis une faute grave.

Vous racontez l'arrivée surprise de Félix Tshisekedi au pouvoir. Comment vous avez vécu cela ?
On était trois candidats président de la République pour CACH (Cap pour le Changement). Chacun a versé 100.000 \$US au trésor public. J'ai été le directeur de campagne de Tshisekedi dans le Grand Bandundu. Pour moi, on peut tout dire, Tshisekedi, c'est l'homme qu'il fallait. Du fait de l'image de son père, lui seul avait la légitimité. Martin Fayulu ne pouvait pas avoir la légitimité. Fayulu a été créé par Katumbi, on sait où il est aujourd'hui ; par Jean-Pierre Bemba, on sait où il est aujourd'hui ; par Mbasa Nyamwisi, on sait où il est aujourd'hui... Par les Occidentaux et les compagnies minières.

Fayulu a toujours déclaré avoir la légitimité des urnes ?
Moi je ne sais rien. Je n'étais pas là. Posez la question à Nangaa ?

Après avoir rejoint le M23, Corneille Nangaa a révélé que Tshisekedi n'avait pas gagné les élections, qu'il était arrivé troisième...
C'est extrêmement grave. Quelle crédibilité ces propos ont aujourd'hui ? Un homme comme celui-là est un criminel. Il faut qu'il s'explique, rende des comptes. Je connais Corneille Nangaa. Il est venu me voir chez moi, devant témoin, quatre fois, pleurer pour devenir Premier ministre. Il voulait que je l'amène chez Kitenge Yesu, l'homme qui avait

l'oreille du président afin qu'il ait ce poste.

Vous qualifiez Tshisekedi de stratège. Stratège politique sûrement, mais stratège militaire, on a davantage de doutes après les prises de Goma et Bukavu par les rebelles du M23.
Je parle du stratège politique. Félix Tshisekedi ne connaissait pas l'armée, ni les services. Il lui a fallu du temps pour comprendre tout cela. Il a compris, avec le temps. Mais politiquement, il a su détruire toute une majorité quasi stalinienne kabiliste, reprendre la main et sortir d'une situation de cohabitation avec Joseph Kabila.

Votre ouvrage résume 50 ans d'histoire du Congo. Quels sont les réussites et les échecs ?
Ce qui a été une réussite, c'est le fait que le Congo se sait, se veut Congo, même à l'Est, à Goma, à Bukavu, tous sont Congolais même s'ils sont occupés par le Rwanda. Le Congo reste Congo. Les problèmes ? Kinshasa aujourd'hui est invivable... Invivable ! Moi je suis à Binza et il m'arrive de vouloir rester deux mois chez moi plutôt que d'affronter la circulation. Est-ce qu'il y a 1 m, 2 m de route réfectionnée, réhabilitée, construite ? Je pense qu'il faut commencer par ça. Je dis que le Congo est resté le Congo. Un Congo résilient. Mais le problème, ce sont les élites.

Des élites dont vous faites partie ?
Dont je fais partie, oui.

Quel est le problème de ces élites ?
Le Congo a un problème de stock de compétences. On me critique pour avoir dit ça. Regardez les autres pays, les compétences sont là. Chez nous, c'est un problème de compétences et de prises de conscience.

Est-ce que vous souhaitez encore jouer un rôle politique ?
Personne ne peut prédire l'avenir. Je suis aujourd'hui président du Conseil d'administration de la Régie des voies aériennes. On ne sait pas de quoi demain sera fait. Ce que je veux aujourd'hui, c'est que le Congo bouge. J'ai pitié de mon pays. Heureusement que quelque part, quelque chose est en train de bouger. Sous Mobutu, le budget était de 400 millions de \$US. Sous Joseph Kabila, de 4 milliards. Aujourd'hui, c'est 22 milliards. Quelque chose change. Mais il faut que la population sente cela, et la population ne le sent pas encore.

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benjamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

À Washington, Mukoko Samba promeut investissements et projets stratégiques



Ceux qui siègent au Comité de pilotage conjoint États-Unis-RDC, de g. à dr., Eric Meyer, Chris Kulukundis, Joshua Kroon, Caleb Orr, Daniel Mukoko Samba, Nick Checker, Louis Watum Kabamba, Noella Ayeganagato Nakwipone, Patrick Mpoyi Luabeya, Dieudonné Tumba Kasonga. DR.

Dans le cadre du renforcement du partenariat stratégique conclu entre les États-Unis et le Congo, une délégation présidentielle conduite par le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a effectué une mission officielle à Washington D.C. du 3 au 5 février 2026.

Cette mission était composée du Vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, du ministre des Mines Louis Watum Kabamba, de la Vice-ministre des Affaires étrangères, Noëlla Ayeganagato Nakwipone, de l'Envoyé spécial du

Président de la République Patrick Mpoyi Luabeya, mais aussi de Dieudonné Ntumba Kasonga, conseiller fiscal du ministre des Finances Doudou Roussel Fwamba Likunde Li-Botayi.

DE HAUTS REPRÉSENTANTS DE TRUMP.

Ces personnalités congolaises représentent le Congo au Comité de pilotage conjoint États-Unis-Congo et forment avec des personnalités américaines de l'Administration Donald Trump - Eric Meyer, Chris Kulukundis, Joshua Kroon, Caleb Orr, Nick Checker - le Comité de pilotage conjoint. L'importance qu'attache l'Administration américaine à ce partenariat stratégique avec le Congo pourrait se mesurer par le niveau de ses

représentants désignés à ce Comité de pilotage conjoint. Caleb Orr est, par exemple, Secrétaire d'État adjoint aux affaires économiques, énergétiques et commerciales au Département d'État. Mais le Comité compte aussi deux Sous-secrétaires adjoints - Eric Meyer en charge de l'Afrique et du Moyen-Orient au Département du Trésor et Joshua Kroon en charge des textiles, des biens de consommation, des matériaux, des minéraux et métaux critiques, Administration du commerce international au département du Commerce. Les deux autres membres sont Chris Kulukundis, Conseiller principal au Bureau des affaires africaines au Département d'État et Nick Checker, Haut fonction-

naire du Bureau des Affaires africaines au Département d'État. La mission officielle congolaise conduite début février à Washington par le Vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale Daniel Mukoko Samba comportait trois volets complémentaires : la réunion inaugurale du Comité de Pilotage Conjoint (Joint Steering Committee) RDC-USA, une Table Ronde présidentielle réunissant 52 entreprises américaines de premier plan et une série de rencontres bilatérales avec les plus hautes autorités américaines. La mission faisait suite à la signature, le 4 décembre 2025, de l'Accord de partenariat stratégique RDC-USA portant sur les minéraux critiques, les infrastructures, l'énergie

et la gouvernance des investissements, premier instrument juridiquement contraignant entre les États-Unis et un pays africain en la matière. Le contexte géopolitique confère à cette mission une portée historique, selon un communiqué de la Cellule de communication de la Vice-primature de l'Économie. Le lancement la veille du déplacement présidentiel, du « Project Volt » par la Maison blanche, initiative dotée d'une enveloppe estimée à 12 milliards de \$US destinée à constituer une réserve nationale de minéraux critiques, ouvre une fenêtre d'opportunité exceptionnelle. Le Congo détient plus de 70 % de la production mondiale de cobalt et des réserves considérables de cuivre, de lithium et

de terres rares, précieusement les matériaux que les États-Unis cherchent à sécuriser pour réduire leur dépendance vis-à-vis de la Chine, qui raffine actuellement 95 % du cobalt mondial. La mission avait cinq objectifs en tête : opérationnaliser l'accord de décembre 2025 via le Comité de Pilotage Conjoint, promouvoir les investissements au Congo auprès du secteur privé américain, conduire des entretiens bilatéraux de haut niveau, accélérer le Corridor de Lobito et le Grand Inga, et mobiliser les institutions financières américaines (DFC, EXIM Bank, Office of Strategic Capital). Le Vice-premier ministre Daniel Mukoko Samba a pris part à une série d'activités inscrites dans le cadre du

renforcement du partenariat stratégique entre le Congo et les États-Unis. Il a co-présidé, le 5 février, avec le Secrétaire d'État adjoint aux affaires économiques, énergétiques et commerciales au Département d'État, Caleb Orr, la réunion inaugurale du Comité de pilotage conjoint (Joint Steering Committee), organe central chargé du suivi et de la mise en œuvre opérationnelle de l'Accord conclu entre le Congo et les États-Unis, selon un communiqué officiel de la Cellule de communication de la Vice-primature de l'Économie nationale. La rencontre a permis aux deux parties de poser les bases du cadre de gouvernance, de définir les mécanismes de

(Suite en page 13).

Mukoko Samba co-préside à Washington le Comité de pilotage conjoint États-Unis-Congo

(Suite de la page 12).

travail et d'identifier des priorités structurantes. Parmi celles-ci figure le corridor de Lobito, considéré comme le premier levier concret de mise en œuvre du partenariat stratégique Congo-États-Unis, au service de l'intégration régionale, de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement et de la transformation économique du Congo.

INVESTISSEMENTS RESPONSABLES.
En marge de cette mission, le Vice-premier ministre Daniel Mukoko Samba s'est entretenu avec les partenaires institutionnels et économiques américains, vendredi 6 février, le lendemain du dernier jour de cette réunion inaugurale de la Joint Steering Committee. Des discussions qui ont porté notamment sur le rôle des investissements responsables, la création de chaînes de valeur locales, le transfert de technologies, l'amélioration du climat des affaires au Congo. Daniel Mukoko Samba a fait part des avancées réalisées par les deux parties dans le cadre de ce



Le Vice Premier ministre en charge de l'Économie Daniel Mukoko Samba et le ministre des Mines, Louis Watum Kabamba début février à Washington à la réunion inaugurale du Comité de pilotage conjoint. DR.

partenariat. Le Vice-premier ministre en charge de l'Économie a indiqué que « l'accord prévoit trois catégories de projets stratégiques désignés par la République démocratique du Congo. Une liste initiale de ces projets a déjà été transmise à la partie américaine. La deuxième catégorie concerne les projets miniers proposés aux partenaires américains par le Congo, la troisième regroupe les projets miniers pour lesquels le Congo ne jouit pas d'une pleine propriété ». Puis : « Ces différentes listes ont été transmises. La liste des projets miniers sera rendue publique à l'attention du secteur privé américain, afin de lui permettre de manifester son intérêt. Nous nous sommes également

accordés sur la nécessité de mettre en place un groupe de travail chargé de poursuivre, à Kinshasa, la priorisation des projets stratégiques désignés par la RDC ». Pour le Vice-Premier Ministre, cette mission traduit la volonté du Chef de l'État de renforcer la coopération économique avec les États-Unis et marque le retour en force des institutions financières américaines en République démocratique du Congo. À la Joint Steering Committee, selon le communiqué de la Cellule de communication de la Vice-primature de l'Économie, « le gouvernement congolais a réaffirmé son engagement à faire du partenariat stratégique avec les États-Unis un cadre fondé sur la transparence, le respect de la souveraineté nationale, la conformité aux lois et normes en vigueur, ainsi que sur des retombées économiques concrètes au bénéfice des populations congolaises. Cette mission ouvre ainsi la voie à des avancées progressives, pragmatiques et orientées vers des résultats tangibles pour le développement du Congo ».

avec CELLÉCONAT ■

Le Corridor de Lobito et le méga barrage d'Inga : projets stratégiques

Deux projets majeurs au Congo appelés à transformer le pays et des pays du continent : le Corridor de Lobito et le méga-barrage d'Inga. Deux projets stratégiques qui attirent les investisseurs américains et européens.

Il faut le dire d'entrée de jeu : Le Corri-

dor de Lobito présenté par d'aucuns comme « la principale route commerciale d'Afrique », est central dans la stratégie américaine de sécurisation de ses chaînes d'approvisionnement. Il est également un enjeu de taille pour l'Union Européenne. L'opérateur Lobito Atlantic Railway, LAR, consortium des firmes Trafigura, Vecturis et Mota-Engil, a obtenu récemment 753 millions de \$US de financements

auprès de la Development Finance Corporation, DFC, des États-Unis et de la Development Bank of Southern Africa, DBSA, pour moderniser la ligne ferroviaire clé du corridor en Angola.

PRIORITÉS POUR LES BAILLEURS. Une avancée intervenue quand d'aucuns pensaient que le projet devrait encore convaincre de sa capacité à capter des volumes réguliers et à s'imposer face à

des routes logistiques concurrentes déjà opérationnelles. Selon le communiqué de Lobito Atlantic Railway daté du 17 décembre 2025, le Corridor de Lobito permettra la modernisation d'environ 1.300 kms de voie ferrée entre le terminal minéralier du port de Lobito et Luau, à la frontière avec le Congo. Le but du financement est notamment la réhabilitation de la voie, la mise à niveau des ateliers, l'installation

ou l'amélioration des systèmes de signalisation, ainsi que l'acquisition ou la remise en état du matériel roulant. « Ce financement de la DFC et de la DBSA constitue une étape majeure dans notre ambition de faire du corridor de Lobito la principale route commerciale d'Afrique. Il permettra à LAR d'augmenter significativement ses capacités, d'améliorer son efficacité et de renforcer la connectivité économique

en Angola et dans l'ensemble de la région », a commenté Nicholas Fournier, Directeur général de Lobito Atlantic Railway. Les autres termes du financement n'ont pas été rendus publics. Un développement qui faisait suite à plusieurs mois de discussions. En juin dernier, les autorités angolaises avaient indiqué que des exigences de garanties formulées par les prêteurs retardaient la conclusion du

montage. Le corridor de Lobito s'inscrit dans une histoire ferroviaire ancienne. Le chemin de fer de Benguela, construit au début du XXème siècle, reliait déjà l'intérieur minier du continent au port de Lobito, avant que la guerre civile en Angola n'interrompe durablement son exploitation. Après la fin du conflit, une première remise en état a été engagée au début des années 2000, avec

(Suite en page 14).

Un axe structurant pour sécuriser l'accès aux minerais critiques africains

(Suite de la page 13).

une réhabilitation progressive de la ligne reliant Lobito à Luau. Le projet a pris une dimension nouvelle avec l'entrée d'acteurs privés et la concession signée en 2022. Le gouvernement angolais a alors accordé une concession de 30 ans à l'entité Lobito Atlantic Railway. Le consortium s'est engagé à investir pour moderniser l'infrastructure et l'exploiter. Parallèlement, le corridor est devenu une priorité pour plusieurs bailleurs internationaux, publics comme multilatéraux. Sur le terrain, l'exploitation commerciale du corridor apparaît encore asymétrique selon les pays. Selon un rapport publié en novembre par l'Institut de Relations Internationales et stratégiques, IRIS, la section zambienne du projet reste au stade de la planification, ce qui limite l'intérêt immédiat du corridor pour les opérateurs de la Copperbelt. En Zambie, les grandes mines continuent majoritairement d'utiliser des itinéraires éprouvés vers les ports de Dar es-Salaam, Durban ou Beira.

HUIT JOURS. Côté congolais, le corridor commence en revanche à se matérialiser. Des accords de capacité ont été conclus, notamment autour de la mine Kamoa-Kakula, qui a signé un arrangement portant sur l'expédition de volumes annuels significatifs. Un test logistique réalisé fin 2023, selon les données communiquées par l'opérateur minier, faisait état d'un transit d'environ huit jours jusqu'au port de Lobito, un délai sensiblement inférieur à certaines alternatives routières vers l'océan Indien ou l'Afrique australe. « Jusqu'ici, aucun autre grand opérateur minier présent en RDC n'a officiellement manifesté son intention d'utiliser ce corridor », relève le rapport de l'IRIS. Les 753 millions de \$US répondent à un enjeu immédiat, celui de renforcer la capacité et la fiabilité



Une cargaison de 1.110 tonnes de cuivre de Kamoa Kakula, expédiée depuis la ville de Kolwezi, Lualaba, a atteint le port angolais de Lobito en 8 jours, bien plus vite que par les routes classiques. DR.

de la section existante entre Lobito et Luau. Si les fonds sont effectivement décaissés et traduits en travaux, ils pourraient améliorer la performance opérationnelle du corridor pour les flux miniers en provenance de l'espace Katanga et renforcer la crédibilité du projet. À moyen terme, les défis restent toutefois considérables. Plusieurs analyses soulignent que la viabilité commerciale du corridor dépendra de sa capacité à sécuriser des volumes diversifiés, à clarifier les coûts logistiques pour les expéditeurs et à développer des infrastructures portuaires et intermodales encore incomplètes. La question de la gouvernance régionale est également évoquée, le corridor impliquant trois États aux cadres administratifs et juridiques distincts, sans structure tripartite formalisée unanimement reconnue comme pilote transnational. Si les partenaires occidentaux présentent Lobito comme un axe structurant pour sécuriser l'accès aux minerais critiques, les pays traversés mettent également en avant l'opportunité d'un levier de développement plus large, à condition que le corridor serve au-delà de l'exportation de minerais, notam-

ment pour soutenir des chaînes de valeur régionales dans l'agriculture, l'énergie ou l'industrialisation locale autour de hubs logistiques. La concrétisation de ces ambitions en projets tangibles permettra d'en mesurer la portée économique réelle, dans un environnement logistique régional de plus en plus concurrentiel. La Zambie et la Chine ont récemment officialisé un accord de 1,4 milliard de \$US pour la modernisation du corridor ferroviaire TAZARA, reliant la Copperbelt zambienne au port tanzanien de Dar es-Salaam. Parallèlement, le Japon a annoncé, avec la Banque Africaine de Développement, BAD, et d'autres partenaires, un programme d'investissements de 7 milliards de \$US dans le corridor de Nacala, reliant le Mozambique, le Malawi et la Zambie.

QUID DU PROJET INGA III? Si une première cargaison de minerais congolais transite via le corridor de Lobito, Julien Paluku Kahongya, le ministre congolais du Commerce, s'est dit rassurant quant aux travaux sur la partie du tronçon qui traverse le Congo. Le corridor de Lobito est un axe logistique et ferroviaire stratégique

reliant les zones minières du Congo et de la Zambie au port angolais de Lobito, afin de faciliter l'exportation de matières premières vers l'Atlantique. La première cargaison de cuivre et de coltan congolais est en route via le corridor de Lobito. L'annonce a été faite par l'entreprise Trafigura, peu de temps après un grand rendez-vous tenu le 5 février à Luanda. Le corridor de Lobito permet de relier les mines de la région enclavée de Kolwezi au port de Lobito en Angola, avec un tracé hautement stratégique de près de 1.800 kms. Les minerais sont actuellement transportés en camion jusqu'à la frontière entre les deux pays avant d'être transbordés dans des wagons, côté angolais. Il est donc urgent de réhabiliter la voie ferroviaire côté congolais. « Déjà, les premiers travaux ont commencé », assure le ministre du Commerce Julien Paluku Kahongya. Ce dernier se trouvait à Luanda la semaine précédente pour faire avancer le projet. Il assure que l'un des points de blocage a été dépassé. « La précision qui a été apportée par la partie congolaise, c'est que la Société Nationale des Chemins des

Fers, SNCF, ne fera pas partie du véhicule financier qui va piloter la construction de ce chemin de fer. Parce que la crainte des partenaires, c'était d'impliquer la SNCF dans le véhicule financier. La SNCF a suffisamment de problèmes et des passifs importants au regard de son passé », explique le ministre. Lobito est central dans la stratégie américaine de sécurisation de ses chaînes d'approvisionnement. Il est également un enjeu de taille pour l'Union Européenne. Julien Paluku Kahongya poursuit : « Même si les tronçons du côté angolais sont terminés, en fait, le corridor de Lobito n'est viable que si la partie congolaise est aménagée. Et voilà pourquoi, durant la réunion de Luanda, la question était de mobiliser très rapidement le financement. La Banque mondiale a dit qu'elle va mettre 500 millions de \$US très rapidement pour ce tronçon-là. La Banque Européenne d'Investissement, dans le cadre des fonds de Global Gateway (initiative de l'Union Européenne lancée en 2021 pour financer et soutenir de grands projets d'infrastructures dans le monde, Ndlr) s'est dit disposée à pouvoir mettre

un peu de sa mise. Et donc, je crois que cette année 2026 va voir le corridor de Lobito bouger ». Le ministre pense déjà à la prochaine étape. Un projet additionnel de 530 kms de voie pour connecter par le rail de Kolwezi à la frontière zambienne. Quid de cet autre projet d'Inga? Le barrage Inga III est un projet de barrage hydroélectrique sur le fleuve Congo. Il est établi sur le site des chutes d'Inga dans la province du Kongo Central (anciennement Bas-Zaïre et Bas-Congo), à une trentaine de kilomètres au nord de la ville de Matadi. Deux barrages, Inga I et Inga II, existent déjà sur le site. Il existe également un projet pour un quatrième barrage, dénommé projet Grand Inga. Le barrage serait construit en rive droite du fleuve, profitant du Nkoko, une vallée sèche ancien lit du fleuve, dont les berges atteignaient 150 m de haut au niveau des chutes d'Inga, parallèles au site, et qui a déjà été utilisé pour alimenter en eau Inga I et Inga II. On sait qu'à la mi-2025, la Banque mondiale a approuvé un financement de 250 millions de \$US pour soutenir le projet de barrages Inga III. Cette aide vise à

financer les études préalables nécessaires à la réalisation de ce projet ambitieux. Le projet Inga, qui remonte aux années 1920, consiste en la construction de huit barrages sur le fleuve Congo. Après l'inauguration des deux premiers ouvrages hydroélectriques en 1972 et 1982, un troisième est à l'étude depuis les années 1990. Ce récent financement représente la première tranche d'une enveloppe globale de 1 milliard de \$US, destinée à réaliser les études de faisabilité et projections nécessaires pour une électrification accrue. L'objectif principal est de passer de 21% à plus de 60 % de taux d'électrification au Congo d'ici 2030. Les études viseront à répondre à des questions cruciales sur les options techniques, les impacts sociaux et environnementaux, ainsi que sur le marché de l'électricité. Le projet pourrait générer entre 2 et 11 GW d'énergie propre, fiable et abordable, alimentant notamment la région du Kongo Central jusqu'à Kinshasa, avec des perspectives d'exportation vers l'Afrique du Sud. La Banque mondiale s'engage à ne pas négliger les 1,2 million de personnes vivant dans les communautés environnantes. Thierno Bah, expert en énergie, souligne que le développement local est une priorité, avec des initiatives pour fournir une électricité durable, un approvisionnement en eau et une connectivité. Le programme vise également à stimuler la croissance économique et à créer des emplois tout en développant les compétences des Congolais. Le projet Inga III représente un engagement de 10 ans de la part de la Banque mondiale pour transformer le secteur énergétique congolais. Albert Zeufack, directeur de la Banque mondiale au Congo, a évoqué l'approche collaborative unique de l'organisation, qui mobilise différents instruments financiers pour maximiser l'impact économique.

avec AGENCES

À Genève, la RVA-SA confie à l'IATA le recouvrement des créances de survol aérien

Face à des difficultés de recouvrement des créances de survol de l'espace aérien national, la Régie des Voies Aériennes-Société anonyme, RVA-SA a signé lundi 9 février à Genève, dans les bureaux européens de l'IATA, un Airline Partners Payment Solutions APPS Agreement, Contrat de paiement pour partenaires aériens.

Ce contrat révisité permettra à la RVA-SA d'augmenter significativement son taux de recouvrement des redevances du survol International auprès des compagnies aériennes qui survolent l'espace aérien congolais et bénéficient des services de la RVA-SA grâce à son appareillage technique ainsi que ses équipements d'aides à la navigation aérienne déployés sur les routes aériennes de trafic internationales.

500.000 MOUVEMENTS AÉRIENS. Dépourvue des moyens de recouvrement de ses paiements auprès de la multitude des compagnies aériennes internationales qui survolent le territoire congolais et même de surveillance et de contrôle de survol, la RVA-SA, avait entrepris à Québec-Montréal, au Canada, siège social de l'IATA, des pourparlers avec The International Air Transport Association, IATA, l'Association du Transport Aérien International, qui dispose d'une technologie et d'une expérience internationale éprouvées et compte près de 120 pays sur tous les continents. Des problèmes de trésorerie font que la RVA-SA honore difficilement la paie de ses agents. Des difficultés des procédures avaient retardé la signature de ce contrat vital pour la société finalement fixée au 9 février. À Montréal, au Canada, The International Air Transport Association, a donné mandat au directeur exécutif de IATA Genève, Elie El



Signature de l'APPS à Genève par le Directeur général a.i, Louis-Blaise Londole Lokoyi côté RVA-SA. DR.



Khoury et dépêché le Vice président, Frédéric Leger, après l'empêchement de son président, pour rencontrer à Genève la délégation de la

RVA-SA conduite par le président du Conseil d'Administration, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba comptant le directeur général

a.i, Louis-Blaise Londole Lokoyi et le directeur commercial, Jean-René Mubilan-zila. L'APPS introduit au Conseil d'Adminis-

tration approuvé, à l'unanimité, après analyse du texte et l'urgence du dossier, avait été envoyé au ministère du Portefeuille représentant

l'État actionnaire unique, par le président du Conseil d'Administration. Après examen et analyse, la ministre du Portefeuille,

Julie Mbuyi Shiku a autorisé, le 29 janvier 2026, une délégation « à effectuer une mission officielle à Genève, en Suisse, en vue de signer l'accord avec l'IATA sur le recouvrement des créances ». C'est le D-G a.i, sous le regard du Président du Conseil, qui a signé l'APPS. Selon des experts, le Congo qui occupe une position stratégique au cœur du continent connaît annuellement 500.000 mouvements aériens, ce qui représente un revenu colossal. Depuis plus de vingt ans, le taux de 48\$US/100 km de survol n'avait pas bougé. L'APPS signé, ce taux passerait de 40% à 60% et de 12 millions de \$US aujourd'hui à 18 millions par an d'augmentation du chiffre d'affaires soit de 42 millions de \$US à 48 millions de \$US. Louis-Blaise Londole Lokoyi a vanté l'APPS qui ouvre une ère nouvelle à la RVA-SA. Tryphon Kin-kiey Mulumba a fait part de la situation de guerre que vit le pays avec l'occupation par des rebelles d'aéroports - dont celui international de Goma et de Kavumu, au Sud-Kivu - ont rendu difficile la circulation aérienne dans cette partie du pays en espérant que l'Airline Partners Payment Solutions permettra à la société de l'Etat d'augmenter ses recettes. L'APPS va permettre à la RVA-SA de recouvrer plus de 98 % de ses charges de survol annuelles de 30 millions de \$US/an sur les compagnies aériennes membres de l'IATA et d'accompagner la société de l'Etat dans ses négociations avec les compagnies aériennes internationales pour l'amélioration de services de la navigation aérienne (acquisition des équipements, augmentation du taux unitaire de facturation, etc.) ce qui va booster la production de survol. Le senior vice président de l'IATA a assuré que l'Association dont la situation est auditée respectera les termes du contrat.

ALUNGA MBUWA

Le risque encouru par les plus gros seins

Comment une forte poitrine peut affecter la sante.

Martina Big, un mannequin allemand prétend avoir les plus gros seins d'Europe, souhaite vivre en Afrique. Elle a subi des injections pour devenir «noire». Martina Big est dans les médias. En plus de son physique hors norme, elle est convaincue d'être noire.

Cette femme de 36 ans s'est d'abord fait connaître pour ses implants mammaires extrêmement gros. Elle prétend avoir les plus gros seins d'Europe. Martina Big a entamé sa transformation physique en 2012. Cette ancienne hôtesse de l'air a subi une vingtaine d'interventions chirurgicales pour augmenter le volume de sa poitrine. Encouragée par son compagnon pilote, elle a aussi eu recours à des injections pour les lèvres. Le hic ? La taille XXL de ses seins est un véritable handicap dans la vie quotidienne. La trentenaire est incapable de faire ses propres lacets ou de mettre sa ceinture de sécurité. Celle qui a dépensé environ 70.000 \$US pour ses opérations avait déjà évoqué ses problèmes dans le passé.

Une autre dame. «Avant, je marchais les épaules voûtées pour cacher ma forte poitrine. Je m'en souviens, car j'en avais tellement honte». En 2010, Raquel, professeure d'université argentine, a décidé de subir une réduction mammaire. Aujourd'hui âgée de 52 ans, elle confie que le résultat lui a procuré un sentiment de liberté inédit. Si, une forte poitrine est considérée comme un atout de beauté dans de nombreuses régions du monde - c'est le cas en Afrique -, la réalité peut être difficile et engendrer des problèmes importants pour la santé et la qualité de vie des femmes. Il a été établi qu'une forte poitrine est à



Une lourde poitrine est-elle un atout de beauté ? Elle limite certains mouvements fonctionnels. DR.

l'origine de divers symptômes, notamment des douleurs dorsales chroniques, des maux de tête, une mauvaise posture, des engourdissements, des troubles du sommeil et une santé mentale fragile.

BÉNÉDICTION? Les dernières données de la Société internationale de chirurgie plastique esthétique montrent que 652 676 réductions mammaires ont été pratiquées dans le monde en 2024. Le Brésil a enregistré le nombre le plus élevé (115.647), suivi des États-Unis (67.478), de la France (38.780), de l'Allemagne (32.068), de la Turquie (25.334) et de l'Inde (22.400). La professeure d'université argentine raconte qu'elle souffrait de douleurs dorsales chroniques depuis l'adolescence, conséquences de sa forte poitrine. Pourtant, en Argentine, dit-

elle, avoir une forte poitrine était souvent perçu comme une bénédiction. «La plupart des femmes vous disent que vous avez beaucoup de chance», explique-t-elle. « Je n'ai pas eu de chance. J'ai beaucoup souffert. J'ai souffert adolescente, puis femme et mère ». D'ailleurs, elle souffre encore aujourd'hui de douleurs dorsales à cause de sa démarche, qu'elle adoptait pour tenter de dissimuler sa silhouette. Active, Raquel aimait le yoga, le Pilates et la musculation. Mais finalement, le poids de sa forte poitrine l'a empêchée de faire du sport. Le Dr Nora Nugent, présidente de l'Association britannique des chirurgiens plasticiens esthétiques, explique que la limitation des mouvements et les difficultés à faire de l'exercice sont parmi les plaintes les plus fréquentes des patientes qui envi-

sagent une réduction mammaire. «D'un point de vue fonctionnel, une forte poitrine est lourde ; elle a tendance à vous entraîner vers l'avant et exerce une pression constante sur le dos et la nuque», précise-t-elle. Cela rend aussi l'exercice physique assez inconfortable, et trouver des soutiens-gorge adaptés et offrant un bon maintien est très difficile». Raquel explique qu'elle devait porter «deux ou trois» soutiens-gorge rien que pour soutenir sa poitrine. Et trouver un soutien-gorge à sa taille représentait une dépense supplémentaire. «En Argentine, les modèles pour fortes poitrines étaient très chers», ajoute-t-elle. Au Royaume-Uni, le Dr Nugent explique que la plupart de ses patientes se font retirer entre 500 et 800 grammes de tissu mammaire par sein, même si elle a déjà

vu des quantités plus importantes. « Parfois, cela ne représente pas un poids corporel important, mais c'est une quantité considérable pour une petite surface», explique-t-elle. Dans le cas de Raquel, les médecins lui ont retiré au total 2,5 kgs de tissu mammaire. « Après l'opération, je me souviens de ce que j'ai ressenti lorsque j'ai dû ramasser quelque chose par terre : c'était comme si j'avais un autre corps. Je me sentais tellement libre». Quand la professeure Joanna Wakefield-Scurr a consulté son médecin pour ses douleurs mammaires chroniques, il lui a conseillé de porter un soutien-gorge adapté. Experte en biomécanique, elle a décidé d'étudier les caractéristiques d'un bon soutien-gorge. «J'ai réalisé que nous savions en réalité très peu de choses sur l'utilité du soutien-

gorge, ses bienfaits et son fonctionnement optimal», explique-t-elle. «On considèrerait le soutien-gorge davantage comme un accessoire de mode que comme un vêtement fonctionnel, utile et bénéfique pour la santé. J'étais vraiment déçue». Cette constatation l'a incitée à créer un groupe de recherche sur la santé mammaire à l'Université de Portsmouth, au Royaume-Uni, en 2005. Son équipe a identifié quatre conséquences négatives majeures du port d'un soutien-gorge mal ajusté : douleurs, distension de la peau et lésions tissulaires, modifications de la respiration et du rythme cardiaque, et limitation de l'activité physique. «Si vous avez une poitrine lourde et qu'elle rebondit, cela peut modifier votre respiration, votre façon de respirer. Cela change la force que vous exer-

cez sur le sol. Cela a un impact sur le fonctionnement de tout votre corps». Après des années de recherche et d'expérimentation, l'équipe a constaté que les seins décrivent un mouvement en forme de huit lors de tous types d'exercice. Elle a établi que la clé pour réduire les douleurs mammaires résidait dans la réduction du mouvement, plutôt que dans son amplitude. L'équipe a depuis collaboré avec des athlètes de haut niveau, comme les Lionesses (l'équipe féminine de football d'Angleterre) et certaines des meilleures golfeuses mondiales, afin de concevoir le soutien-gorge idéal. «On constate que certaines organisations investissent dans le financement d'initiatives pour la santé des athlètes féminines - et cela ne date que des cinq dernières années», explique Wakefield-Scurr. «C'est relativement nouveau, mais c'est formidable de voir ce changement». Raquel a dû faire face au regard et à la compréhension de la société concernant le poids d'une forte poitrine. Elle raconte s'être sentie jugée par ses pairs après sa réduction mammaire, et une idée fausse circulait quant à ses motivations. «Je crois que la plupart des gens pensaient que c'était une question d'esthétique plutôt que de santé», explique-t-elle. «Je me souviens qu'après l'opération, une femme m'a dit : «maintenant, tu devrais te faire opérer du ventre, par exemple avec une liposuction». Malgré ces réactions, Raquel ne regrette rien. «Je suis très heureuse et maintenant que je suis ménopausée, je ne sais pas comment j'aurais pu vivre avec une forte poitrine. Je n'imagine pas devoir gérer un tel corps». Selon Nugent, le nombre croissant de patientes demandant une réduction mammaire pourrait refléter un intérêt grandissant pour le bien-être.

avec AGENCES ■

international

c0m

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Que nous réserve le GMC Yukon 2026



En attendant que le GMC Yukon 2026 dévoile ce qu'il apporte à nos exigences, un coup d'oeil à deux ou trois GMC dont l'AT4 Ultimate. DR.

GMC Yukon 2026 nous prépare quoi donc? En attendant jetons un regard sur le Yukon 2025 qui a reçu des améliorations technologiques, une esthétique renouvelée et un habitacle mis au goût du jour.

C'est également l'occasion d'introduire une nouvelle version AT4 Ultimate axée sur le hors route. Toute la gamme accueille une signature visuelle plus musclée à l'avant avec une grille repensée ainsi que des phares et feux redessinés. Ces derniers effectueront une séquence lumineuse à l'approche des occupants. Le modèle haut de gamme Denali Ultimate se distingue par ses nouvelles jantes de 24 pouces à huit branches et par son niveau de luxe supérieur. L'habitacle revêt un décor en bois avec des motifs topographiques gravés au laser, des accents chromés et des garnitures de volant en cuir. Sachez que la chaîne audio Bose Performance Series de 22 haut-parleurs inclut également des haut-parleurs intégrés dans les appuis-tête



à l'avant et aux passagers arrière (sièges capitaine seulement). La version AT4 Ultimate, se différencie par ses roues de 20 pouces chaussées de pneus tout-terrain et sa plaque de protection sous le pare-chocs avant. De plus, la suspension pneumatique peut soulever le véhicule de 2 pouces pour franchir des obstacles plus imposants. L'intérieur se démarque par ses sièges en cuir, ses garnitures en bois et ses accents en cuir sur le volant.

LA VISION NOCTURNE. Sur le plan technologique, le Yukon se défait de l'ancien

moniteur rectangulaire incrusté dans la planche de bord. Il fait place à une interface verticale mesurant 16,8 pouces. En option, les occupants de la deuxième rangée peuvent bénéficier d'un écran tactile de 8 pouces pour gérer les commandes liées à la climatisation et au chauffage. Bien sûr, des téléviseurs sur les appuis-tête seront disponibles. La plus grande nouveauté demeure l'introduction de la vision nocturne - une technologie qui figure dans le Cadillac Escalade. Elle projette une image thermique pour aider à identifier les passants et

les animaux sur les routes ou endroits peu éclairés. Le Yukon comprend une panoplie de gadgets de sécurité sans oublier celles qui s'ajoutent au catalogue. Essentiellement, elles se résument à des systèmes de freinage d'urgence en présence de piétons et de cyclistes dans plusieurs scénarios. Sinon, la technologie de conduite semi-autonome Super Cruise - qui octroie une conduite mains libre lorsque les conditions l'autorisent - est livrable. Elle permettra de parcourir environ 750.000 miles (plus de 1,2 million de kms) de routes carto-

graphiées aux États-Unis et au Canada d'ici la fin 2025. Le Yukon est livré de série avec un V8 de 5,3 litres produisant 355 chevaux et 383 lb-pi de couple. Sinon, le moteur V8 de 6,2 litres est disponible en option. Celui-ci développe une cavalerie de 420 chevaux et un couple de 460 lb-pi. Pour la toute première fois, les versions AT4 et AT4 Ultimate peuvent jouir du 6 cylindres 3 litres turbodiesel à 305 chevaux et 495 lb-pi de couple. Outre ce SUV AT4 Ultimate, il faut noter que le monde des camions pleine grandeur est en

constante évolution, et le GMC Sierra continue de se démarquer comme un véhicule phare. Avec l'arrivée attendue du GMC Sierra 2026, les amateurs de camions et les adeptes de la marque sont déjà tournés vers l'avenir. Même si les détails officiels n'ont pas encore été publiés, plusieurs indices et tendances du marché permettent de spéculer sur les nouveautés que pourrait offrir cette prochaine génération.

DESIGN GMC SIERRA 2026. Le design du GMC Sierra 2026 devrait continuer de miser sur l'identité robuste et raffinée qui caractérise la marque. On peut s'attendre à une calandre redessinée, des lignes plus affûtées et une signature lumineuse LED encore plus moderne. Les jantes de plus grand format, les couleurs exclusives et les détails chromés pourraient accentuer son caractère haut de gamme. À l'intérieur, la tendance actuelle à l'habitacle technologique et confortable devrait se poursuivre. Des matériaux haut de gamme, un tableau de bord numérique personnalisable et un système d'infodivertissement à la fine pointe sont probables. Le GMC Sierra 2026 pourrait

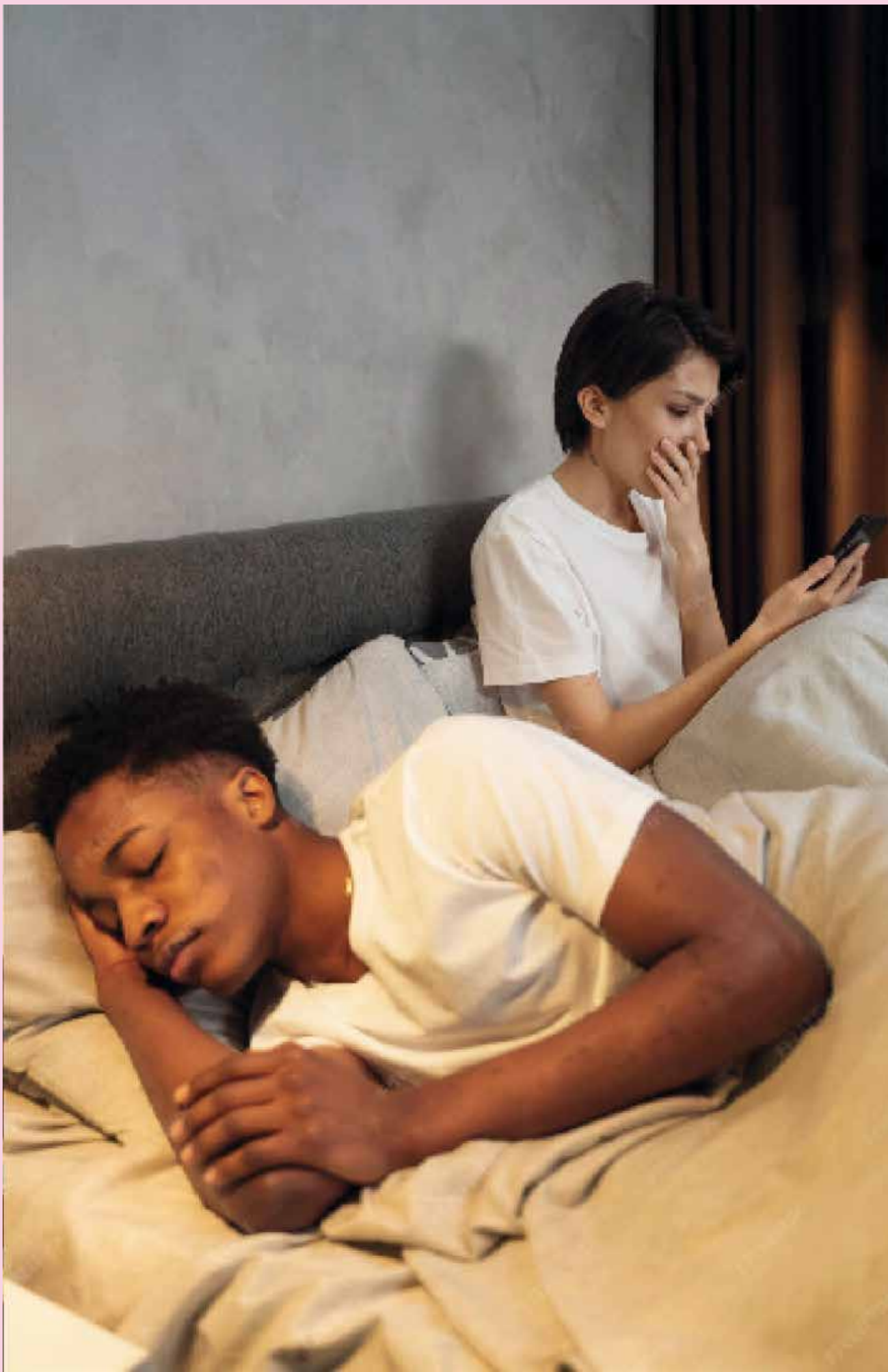
intégrer une version améliorée de Google intégré et offrir une compatibilité accrue avec les appareils mobiles. Les systèmes d'aide à la conduite devraient également connaître une mise à jour, avec possiblement une conduite semi-autonome plus avancée, un stationnement automatisé, et des alertes de sécurité intelligentes. Le GMC Sierra 2026 proposera très certainement une version entièrement électrique, comme c'est déjà le cas dans la gamme actuelle. Cette version s'ajoutera à une offre variée comprenant les moteurs V8 classiques, et pourrait également inclure une motorisation hybride pour répondre aux besoins diversifiés des conducteurs modernes. L'autonomie en mode électrique, la capacité de remorquage, et l'efficacité énergétique seront des points cruciaux de cette nouvelle édition. Une boîte automatique à 10 rapports raffinée, des suspensions adaptatives et une conduite plus fluide sur tous les terrains sont aussi des améliorations possibles. Passionné de conduite hors route ou professionnel du remorquage, le Sierra 2026 répond aux exigences les plus élevées.



Ce poison du couple

Elle a envie, et lui aussi, mais parfois le corps fait obstacle. Alors que six hommes sur dix rencontrent des problèmes d'érection au cours de leur vie, comment cette problématique se vit-elle dans l'intimité ? Comment la surmonter à deux ? Réponses de spécialistes.

C'est une réalité qui surprend presque toujours les concernés. Selon une étude française Ifop pour la plateforme de santé Charles.co publiée en mai 2019, plus de la moitié des hommes (61%) ont déjà rencontré au moins une fois dans leur vie un trouble de l'érection, à savoir une incapacité à obtenir ou à maintenir un gonflement et un durcissement du pénis suffisants pour avoir une relation sexuelle satisfaisante. Un phénomène en hausse ces 15 dernières années, souligne cette même étude, et pouvant survenir à tout âge. Comme nous l'explique Héléne Sussman, angiologue, spécialiste de la médecine vasculaire et co-auteure du récent ouvrage *Le sexe des Hommes*, l'érection sans tabou, plusieurs causes sont à l'origine de cette problématique masculine. Physiques d'abord, avec une malformation veineuse, un diabète de type II, un trouble hormonal ou un surpoids ; environnementales ensuite, avec la consommation de drogues, de tabac, d'alcool, ou de malbouffe ; et enfin psychologiques. Le diagnostic peut être long à poser et même traîner durant plusieurs années si l'on ne trouve pas le bon professionnel de santé, confirme la spécialiste. Et aussi multiforme soit-il, ce malheureux concours de circonstances suffit bien souvent à empoisonner la vie d'un homme et celle de son couple. Au départ, quand la panne sexuelle survient pour la première fois dans l'intimité, elle n'est



La panne sexuelle est-elle toujours assumée par le couple? DR.

généralement pas pleinement assumée. Toujours d'après l'enquête Ifop, un homme sur trois reconnaît avoir eu du mal à verbaliser sa dysfonction érectile auprès de sa partenaire, et avoir donné une fausse excuse pour masquer la réalité. Sur le podium de ces mensonges, on trouve la fatigue physique mais également le stress, la migraine, l'excès de nourriture ou d'alcool.

QUIPROQUOS ET MALADRESSES. Il faut dire que l'envie sexuelle, comme celle de se reproduire, est innée et déterminante dans la construction identitaire d'un être

humain, assurent les anthropologues. «C'est pourquoi, en perdant leur érection et en voyant leur puissance virile ainsi atteinte, ces hommes en tirent la conclusion que leur identité tout entière est remise en question et ils vivent dans la honte», rapporte la Dr Héléne Sussman. Pourquoi se murer dans le silence et ne pas s'ouvrir auprès de l'être cher en qui l'on accorde, en principe, toute sa confiance ? «En parler à haute voix revient à se plonger dans quelque chose d'extrêmement intime et de gênant, répond Vincent Huppertan, uro-

logue, andrologue et sexologue. Et malgré la libération de la parole actuelle sur ces sujets, beaucoup d'hommes et de femmes, qu'ils aient la vingtaine ou la quarantaine, ont manqué et manquent encore d'éducation sexuelle pour s'exprimer avec confiance». Sur ce terrain, Internet contribue d'ailleurs à sa façon à creuser le fossé. «Si ce canal a permis de nous informer davantage, il a aussi accentué une forte tendance à la comparaison et à la normalisation de certaines idées préconçues en matière de sexualité. C'est le cas du porno mainstream où les

consommateurs retiennent de ce qu'ils visionnent ce à quoi devrait correspondre la qualité d'une érection, la durée d'un rapport sexuel et sa fréquence», illustre le sexologue. Alors quand les concernés constatent une défaillance chez eux, ils se sentent de facto exclus de cette société. « En parler à sa femme c'est risquer de s'exposer frontalement au rejet, pensent-ils », résume l'angiologue Héléne Sussman. Sans communication évidente, les mauvaises interprétations sous la couette sont légion, entraînant des conséquences délétères sur l'harmonie du couple.

«Tu ne me désires plus», «tu ne m'aimes plus», ou encore «tu en préfères une autre» figurent parmi les principaux reproches faits de l'autre côté du lit, d'après les spécialistes. « Si certaines femmes expriment - de façon totalement justifiée - une blessure de leur ego, ce discours alimente le problème, déplore le sexologue Vincent Huppertan. Au prochain rapport, l'homme se mettra davantage la pression pour performer, pour réassurer celle qu'il aime de son désir. Et plus il y aura d'anticipation, plus il y aura d'anxiété et donc des chances de se retrouver à nouveau face à un échec ». Il y a aussi les maladroits et maladroitesses qui, dans un souci de bien faire, finissent malgré eux par mettre de l'huile sur le feu. En adoptant par exemple une posture de soignant ou d'infirmière envers son conjoint, quand la panne sexuelle se produit. « Le pire à entendre pour celui qui vit un trouble de l'érection c'est «ce n'est pas grave» ». Au contraire, aux yeux de cet homme, c'est grave, souligne Vincent Huppertan, c'est tout son monde qui s'écroule sous la honte ». Cette détresse, Héléne Sussman la constate chaque jour dans son cabinet d'angiologie. « La plupart de mes patients se présentent seuls et désespérés, d'abord à cause de leur trouble dont ils n'arrivent pas à comprendre l'origine, ensuite parce que leur partenaire se désolidarise de la prise en charge, minimisant - souvent inconsciemment - l'ampleur de la problématique sur la santé mentale de leur conjoint », rapporte la médecin. Et Vincent Huppertan de poursuivre : «L'écoute doit être primordiale. Dans un couple, qu'il soit naissant ou de longue date, l'erreur commune est d'analyser et d'anticiper les réactions de son partenaire non pas en se basant sur ce qu'il nous dit mais sur sa propre perspective et sur ce que l'on sait de ce que «devrait être» une relation sexuelle dans le couple».

Selon les professionnels de santé, il est urgent de lever ce tabou et d'amorcer autant que possible un dialogue au sein du couple sur les bons comme les mauvais aspects de la vie sexuelle. L'objectif est d'éviter que la frustration ne conduise à des situations dramatiques, comme une séparation ou dans des cas extrêmes, de la violence envers soi ou l'autre. «Que le trouble érectile soit d'origine physique ou psychologique, la qualité de sa relation de couple peut majorer ou diminuer son impact», rappelle le Dr Vincent Huppertan. Ainsi en se présentant aux côtés de son conjoint dans un cabinet médical ou de sexologie, une partie du chemin vers la guérison est entamée. «Quand ils viennent accompagnés, les patients sont beaucoup plus faciles à traiter, indique la spécialiste en médecine vasculaire Héléne Sussman. À mes yeux, la présence de leur partenaire témoigne à elle seule d'un véritable acte d'amour, de réassurance et de surcroît, d'une bonne communication autour de l'intimité dans le couple». L'issue la plus favorable de ces consultations et le retour à une sexualité satisfaisante appartiennent ensuite à chacun. Dans le cas où le trouble érectile ne relève pas du domaine physiologique, plusieurs approches thérapeutiques existent. Dans son cabinet de sexologie, le Dr Vincent Huppertan préconise par exemple une rééducation sensorielle visant à diminuer l'anxiété liée à la performance sexuelle. «Au départ, on sort de la pénétration pour se recentrer sur la sensualité et le partage de ses désirs, en apprenant notamment à explorer d'autres parties du corps que le sexe (les mains, le visage, les yeux...), sans se poser de questions, décrit-il. De cette manière, en se délesant des injonctions et en renouant avec le jeu, on réinjecte de l'attraction et on tend vers une meilleure compréhension de l'autre».

TIPHAINE HONNET ■

Epstein : les élites mondialisées terrassées



Des personnalités du monde entier éclaboussées par l'affaire du milliardaire délinquant sexuel Jeffrey Epstein. DR.

Bill Gates, Elon Musk, Bill Clinton, sa femme Hillary Clinton, Richard Branson, Howard Lutnick, l'actuel secrétaire au Commerce de Donald Trump, en France, l'ancien ministre de la Culture Jack Lang et sa fille, etc., Royaume-Uni, en Norvège, etc., sept ans après la mort de l'homme d'affaires américain et prédateur sexuel Jeffrey Epstein, la divulgation de nouveaux documents déclassifiés éclabousse des personnalités du monde entier.

Pourquoi Donald Trump a finalement donné son feu vert à la publication des documents ? Il a surtout été contraint de le faire. Une loi a été votée : il aurait pu refuser de la signer, mais cela aurait déclenché un bras de fer politique extrêmement violent, soulevant immédiatement la question : « Qu'a-t-il à cacher ? » En révélant le 30 janvier de nouveaux documents liés à l'affaire Jeffrey Epstein, mort en prison en 2019, le département de la justice américain a fait l'objet d'une déflagration à l'échelle mondiale. Selon Arnaud Benedetti, l'occultation des comportements scandaleux de nombre d'élites au sein de nos démocraties révèle l'urgence de retourner à une forme de

vertu collective. L'affaire Epstein a tout d'une atmosphère de fin d'ancien régime, mais d'un ancien régime mondialisé. Mettant aux prises des élites transnationales, elle offre le tableau d'une décomposition oligarchique à l'échelle planétaire. Elle révèle au grand jour des compromissions sur fond de scandales sexuels et de combinaisons financières. Bref, elle alimente la détestation, le sentiment d'une connivence malsaine, la déconnexion morbide et parfois sordide d'une classe mondialisée qui se penserait « intouchable », à l'abri des contingences et des règles que l'opinion commune s'astreint de respecter.

« LE POISSON POURRIT PAR LA TÊTE ».

Cette affaire vient conforter non seulement l'idée que « le poisson pourrit par la tête », mais que cette pourriture serait généralisée et ferait système. Dans un contexte de crise démocratique, où la mondialisation et ses effets paraissent hors de contrôle, les « Epstein files » illustrent de manière agressivement corrosive le processus de corruption des régimes dont les auteurs anciens expliquaient qu'il constituait dans le déroulé de l'histoire une pente malheureusement par trop souvent naturelle. La nouveauté, c'est qu'il met en avant une scène planétaire où un entre-soi élitaires s'auto-protègerait. Pour autant, le risque d'une lecture hâtive du « syndrome Epstein », pour reprendre l'expression

adéquate du philosophe Dany-Robert Dufour, ouvre la voie à un double écueil, expression des oppositions sommaires qui se font face dans l'interprétation de cette affaire : celui de la réduire à une machine à fabriquer du « complotisme » d'une part, et celui d'en généraliser les pratiques à l'ensemble des dirigeants d'autre part. De ce côté-ci de l'Atlantique, des têtes tombent. En Norvège, un diplomate de haut rang a été suspendu et une enquête policière a été ouverte visant un ancien Premier ministre. Au Royaume-Uni, l'ancien ambassadeur aux États-Unis a été démis de ses fonctions ; mardi, il a également démissionné de la Chambre des lords. La police enquête sur des informations selon lesquelles il aurait partagé des renseignements sensibles avec Epstein. Andrew Mountbatten-Windsor, anciennement connu sous le nom de prince Andrew, a été déchu de ses titres royaux et de sa résidence. Une association caritative fondée par son ex-épouse, Sarah Ferguson, ancienne duchesse d'York, sera fermée sine die suite à la publication de courriels dans lesquels elle qualifiait Epstein de « légende » et de « frère que j'ai toujours rêvé d'avoir ». Mais tandis que la classe politique européenne tente de gérer cette affaire et d'assumer la honte de ses liens avec le délinquant sexuel condamné, elle met involontairement en lumière un autre problème : le manque relatif de responsabilité aux États-Unis. Aucun

homme politique américain de premier plan n'a été sanctionné. Les répercussions sont restées limitées. Le cercle s'est refermé pour protéger les personnalités politiques les plus en vue dont les noms figurent dans les documents judiciaires publiés. Au Royaume-Uni, l'ancien ambassadeur aux États-Unis, Peter Mandelson, qui a reconnu avoir commis une erreur en faisant confiance à Epstein après sa condamnation et en continuant de le fréquenter, est devenu un problème pour le Premier ministre britannique Keir Starmer. Bien que ce dernier n'ait jamais rencontré Epstein, certains réclament sa démission suite à la nomination de Mandelson. Le Premier ministre a présenté publiquement ses excuses aux victimes d'Epstein jeudi. « Je suis désolé », a déclaré Starmer. « Je suis désolé de ce qui vous a été fait, je suis désolé que tant de personnes au pouvoir vous aient laissé tomber, je suis désolé d'avoir cru aux mensonges de Mandelson et de l'avoir dénoncé, et je suis désolé que vous deviez maintenant revivre cette histoire en public ». Aux États-Unis, la situation est différente. Le Parti républicain de Donald Trump a largement ignoré les critiques ou s'est rangé du côté du président, malgré ses liens avérés avec Epstein et d'autres allégations vagues apparues la semaine dernière. Trump a nié toute malversation en lien avec les allégations concernant Epstein,

et rien ne prouve qu'il ait participé au trafic d'êtres humains organisé par Epstein. Le président a également déclaré que sa relation avec Epstein s'était terminée il y a des années. Le secrétaire au Commerce, Howard Lutnick, reste en poste. L'année dernière, dans un podcast, M. Lutnick avait déclaré avoir été tellement dégoûté par son voisin Epstein en 2005 qu'il avait juré de ne plus jamais se trouver dans la même pièce que lui. Or, lorsque le ministère de la Justice a rendu publics vendredi dernier plus de trois millions de pages de documents relatifs à Epstein, des courriels ont révélé que M. Lutnick avait rencontré Epstein plusieurs années plus tard sur son île des Caraïbes. Un porte-parole a affirmé que le secrétaire au Commerce « avait eu des contacts limités avec M. Epstein en présence de son épouse et n'avait jamais été accusé d'actes répréhensibles ». Ce qui n'a pas affecté sa position au sein de l'équipe Trump. Goldman Sachs et son PDG, David Solomon, maintiennent leur soutien à la conseillère juridique Kathryn Ruemmler, critiquée depuis des mois.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif / L'Express. Knack.
© Copyright 2026 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

